



Organisation
internationale
du Travail



Financé par
l'Union européenne

► Guide de ressources politiques

Intégration de l'Emploi dans le commerce et l'investissement
dans les pays de la région Sud de la Méditerranée



► Guide de ressources politiques

Intégration de l'Emploi dans le commerce et l'investissement dans les pays de la région Sud de la Méditerranée

Décembre 2024



Attribution 4.0 International (CC BY 4.0)

Cet ouvrage est soumis à une licence Creative Commons Attribution 4.0 International. Voir: creativecommons.org/licenses/by/4.0. L'utilisateur est autorisé à réutiliser et à partager (copier et redistribuer) l'ouvrage original ou à l'adapter (le remanier, le transformer ou s'en servir pour créer un nouveau produit) conformément aux termes de ladite licence. L'utilisateur doit clairement indiquer que l'OIT est la source de l'ouvrage et faire état de toute modification apportée au contenu original. L'utilisation de l'emblème, du nom et du logo de l'OIT n'est pas autorisée dans le cadre de traductions, d'adaptations ou d'autres œuvres dérivées.

Citation – L'utilisateur doit faire état de toute modification apportée à cet ouvrage. L'ouvrage doit être cité comme suit: **Guide de ressources politiques**, Geneva: International Labour Office, year. © ILO.

Traductions – Si cet ouvrage fait l'objet d'une traduction, celle-ci doit comporter, outre la mention de la source de l'ouvrage original, la clause de non-responsabilité suivante: *Ceci est une traduction d'un ouvrage de l'Organisation internationale du Travail (OIT) protégé par le droit d'auteur. Cette traduction n'a pas été élaborée, révisée ou approuvée par l'OIT et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de cette dernière. L'OIT décline toute responsabilité quant au contenu ou à l'exactitude de cette traduction, qui n'engage que la responsabilité de son ou ses auteurs.*

Adaptations – Si cet ouvrage fait l'objet d'une adaptation, celle-ci doit comporter, outre la mention de la source de l'ouvrage original, la clause de non-responsabilité suivante: *Ceci est une adaptation d'un ouvrage de l'Organisation internationale du Travail (OIT) protégé par le droit d'auteur. Cette adaptation n'a pas été élaborée, révisée ou approuvée par l'OIT et ne doit pas être considérée comme une adaptation officielle de cette dernière. L'OIT décline toute responsabilité quant au contenu ou à l'exactitude de cette adaptation, qui n'engage que la responsabilité de son ou ses auteurs.*

Œuvres de tiers – La licence Creative Commons ne s'applique pas aux œuvres incluses dans cette publication qui ne relèvent pas du droit d'auteur de l'OIT. Lorsqu'une œuvre est attribuée à un tiers, l'utilisateur de l'œuvre est seul responsable d'obtenir les autorisations nécessaires auprès du détenteur des droits et sera tenu pour seul responsable en cas de violation alléguée.

Tout différend auquel la présente licence pourra donner lieu et qui ne pourra pas être résolu à l'amiable sera soumis à l'arbitrage conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI). Les parties seront liées par toute sentence arbitrale rendue en tant que règlement définitif du différend.

Toute question concernant les droits et licences doit être envoyée à: rights@ilo.org. Des informations concernant les publications et les produits numériques de l'OIT peuvent être consultées à: www.ilo.org/publns.

ISBN:

9789220418710 (imprimé)

9789220418727 (web PDF)

DOI: <https://doi.org/10.54394/QCSB6151>

Les désignations utilisées dans les publications et bases de données de l'OIT, qui sont conformes à la pratique de l'Organisation des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'OIT aucune prise de position quant au statut juridique de tout pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières ou limites. Voir: www.ilo.org/deni-de-responsabilite.

Les opinions et vues exprimées dans la présente publication sont propres à son ou ses auteurs et ne reflètent pas nécessairement les opinions, les vues ou la politique de l'OIT.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part de l'OIT aucune appréciation favorable ou défavorable.

Imprimé en Genève

► Table des matières

► Résumé exécutif	8
Public cible	8
Principaux résultats	8
Appel à l'action	8
► Remerciements	9
► Comprendre les liens d'interdépendance entre commerce, investissement et emploi	10
Définition des concepts clés	12
Aperçu sur les politiques de commerce et leur impact sur la croissance économique et l'emploi	12
Politiques d'investissement : Comment les politiques d'investissement affectent les résultats nationaux en matière d'emploi	15
Politiques d'emploi : Lier entre dynamiques du marché de travail et croissance économique	16
L'interdépendance : Les politiques de commerce, d'investissement et d'emploi en alignement pour une croissance inclusive	19
Principaux défis et opportunités	21
Défis dans l'alignement des politiques de commerce, d'investissement et d'emploi au sud-méditerranéen	21
► Recommandations et meilleures pratiques en matière de politique	26
Incorporation de l'emploi dans les politiques commerciales	28
Incorporation de l'emploi dans les politiques d'investissement	32
Renforcement des capacités et formation : Mettre en œuvre des politiques efficaces pour assurer l'équilibre entre commerce, investissement et emploi	36
Suivi et évaluation : Renforcer l'élaboration des politiques et assurer la création d'emplois décents	39
Renforcer les liens entre commerce et emploi via la coopération régionale	44
L'intégration de l'emploi dans les politiques de commerce et d'investissement grâce au dialogue social	46
► Dépôt de connaissances durables	56
Comprendre les politiques dans le cadre de l'IECI	58
Principes fondamentaux des politiques de l'IECI	58
Instruments de politiques dans les cadres de l'IECI	59
Avantages stratégiques des politiques de l'IECI	59
Éléments de définition de politiques claires	59
Objectifs spécifiques	60
Alignement aux cadres plus larges	60
Mécanismes opérationnels	60
Implication des parties prenantes	60
Cadres de suivi et d'évaluation	60
Transparence et accessibilité	60
Flexibilité et adaptabilité	61
Allocation des ressources	61
Transformer le contexte national à travers des politiques claires	61
Aligner les objectifs de commerce, d'investissement et d'emploi	61
Améliorer la gouvernance et la capacité institutionnelle	61
Créer un climat d'investissement attrayant	61
Promouvoir l'intégration régionale	61

Relever les défis structurels	62
Autonomiser les groupes marginalisés	62
Promouvoir le développement durable	62
Renforcer la résilience aux chocs	62
Obtenir de meilleurs résultats auprès du public	62
Favoriser la confiance publique à travers la transparence	62
Accroître les opportunités économiques	63
Promouvoir l'inclusivité	63
Autonomiser le public grâce au développement des compétences	63
Créer des moyens de subsistance résilientes et durables	63
Améliorer l'engagement public	63
Impact du suivi et de l'évaluation	63
Politiques porteuses de résultats sur le terrain	63
Favoriser la croissance d'emploi	64
Améliorer les compétences et la productivité	64
Soutenir les PME et les entreprises locales	64
Faire progresser l'inclusion de genre et de la jeunesse	64
Encourager le développement durable	64
Remédier aux disparités régionales	64
Accroître la résilience aux chocs	64
Profiter de l'intégration régionale	64
Défis en matière de définition des politiques	65
Équilibrer les intérêts des parties prenantes	65
Limitations en matière de données et de ressources	65
Chevauchement et conflits de politiques	65
Instabilités géopolitiques et économiques	65
Problèmes liés à la capacité institutionnelle et à la gouvernance	65
Engagement insuffisant des parties prenantes	66
Remédier aux disparités sectorielles et régionales	66
S'adapter aux tendances mondiales	66
► Conclusion et prochaines étapes	68
Principales conclusions	70
L'importance d'aligner les politiques de commerce, d'investissement et d'emploi	70
Principales conclusions : Prochaines étapes réalisables à l'intention des décideurs politiques et des parties prenantes	72
Importance du suivi et de l'adaptation continus	74
► Bibliographie	78
Glossaire des termes	80
Liste de ressources essentielles	84
Publications de METI	84
Organisations et programmes internationaux	84
Initiatives régionales	84
Ressources spécifiques au pays	85
Données et outils d'analyse	85
Renforcement des capacités et assistance technique	86

► Résumé exécutif

Pour les pays du Sud de la Méditerranée, le commerce et l'investissement ont toujours été bien plus que de simples activités économiques ; ils représentent des liens essentiels entre les personnes, les industries et les opportunités. Toutefois, pour exploiter pleinement leur potentiel, ces leviers doivent être orientés avec un objectif clair : la création d'emplois de qualité et accessibles. C'est dans cette optique qu'a été conçu le **Guide de ressources politiques (GRP)** du programme « **Intégration des questions d'emploi dans le commerce et l'investissement** » (IECI).

Le GRP constitue un outil stratégique visant à aligner les politiques commerciales et d'investissement sur les objectifs en matière d'emploi dans les pays du Sud de la Méditerranée. En combinant les meilleures pratiques mondiales aux spécificités locales, ce guide aborde les défis majeurs de l'emploi dans la région. Il met l'accent sur des solutions concrètes et plaide en faveur de politiques qui stimulent la croissance économique, autonomisent les communautés et réduisent les inégalités.

Public cible

Le GRP s'adresse aux responsables gouvernementaux, aux représentants des travailleurs et des employeurs, aux praticiens du développement, aux parties prenantes du secteur privé ainsi qu'à la communauté des bailleurs de fonds. Il propose des recommandations concrètes pour intégrer les considérations relatives à l'emploi dans les stratégies de commerce et d'investissement.

Principaux résultats

Le présent guide n'est pas théorique – il s'agit de faire. Il fournit une feuille de route pratique pour intégrer les considérations de l'emploi dans les politiques de commerce et d'investissement, en : vue d'aboutir à des résultats tangibles

1. **Recommandations réalisables** : Des orientations pratiques, étape par étape, adaptées aux besoins propres à la région et

traitant des défis tels que le chômage des jeunes, l'autonomisation des femmes et la formalisation du travail informel.

2. **Focalisation sectorielle** : Des enseignements détaillés sur les secteurs à fort potentiel, comme l'agroalimentaire, l'ingénierie et les industries vertes, avec des stratégies visant à maximiser leur rôle dans la création d'emplois.
3. **Inclusivité et équité** : Un engagement ferme à garantir que les groupes marginalisés, y compris les jeunes, les femmes, et les populations rurales, soient au cœur des stratégies de croissance économique inclusive.
4. **Suivi et adaptation** : Des outils pour suivre les progrès réalisés et ajuster les politiques en réponse aux défis et aux opportunités émergents, en mettant l'accent sur l'apprentissage continu.
5. **Opportunités de collaboration** : Un appel aux gouvernements, aux organisations internationales et aux parties prenantes du secteur privé à collaborer, par la mise en commun des ressources et de l'expertise pour un impact durable.

Appel à l'action

Au-delà d'une simple recommandation politique, le GRP du programme IECI constitue une vision politique d'espoir et d'inclusion. Tout en reconnaissant les défis du Sud de la Méditerranée, il met en avant les opportunités stratégiques de la région. Le guide affirme qu'en l'absence d'objectifs d'emploi spécifiques, le commerce et l'investissement, bien que puissants moteurs du changement économique, risquent de ne pas bénéficier pleinement aux populations. Rédigé à l'intention des décideurs politiques, des praticiens, des parties prenantes du monde des affaires et des donateurs, il les incite à penser de manière ambitieuse et à collaborer. Ce faisant, il envisage une société qui connaît non seulement la croissance, mais également la prospérité, où la création d'emplois est garante de dignité et porteuse d'espoir. À un moment charnière, le Sud de la Méditerranée est appelé à définir ses relations avec son voisin du Nord. Le GRP propose alors une trajectoire où les politiques de commerce et d'investissement contribuent directement à l'amélioration des conditions de vie des individus, et pas seulement à la croissance économique. Il appelle à des progrès concrets et mesurables, plutôt qu'à des simples plans.

► Remerciements

Ce guide a été rédigé par Aomar Ibourk, professeur à l'Université Cadi Ayyad de Marrakech et Senior Fellow au Policy Center for the New South. L'auteur tient à remercier toute l'équipe METI de l'OIT, en particulier Christoph Ernst et Martin Ostermeier pour la relecture des différentes versions du guide. En outre, l'auteur remercie Farid Hegazy, du Bureau des activités pour les employeurs de l'OIT, pour ses précieux commentaires. L'approbation finale de Mito Tsukamoto est grandement appréciée.

L'auteur exprime également sa profonde gratitude pour le soutien administratif constant apporté par Nael Mohamed, Sonia Forero Rodriguez et Aya Salem, ainsi que pour la révision approfondie réalisée par Ahmed Abubakr. Enfin, il souhaite adresser ses remerciements à Joyanna Pelivani et Fernanda Itzel Silva Ordaz pour leur contribution à la diffusion de ce guide.

© iStock/Stefano Barzellotti/Maroc





Comprendre les liens d'interdépendance entre commerce, investissement et emploi



Définition des concepts clés

Aperçu sur les politiques de commerce et leur impact sur la croissance économique et l'emploi

Les politiques de commerce sont essentielles au façonnement de la trajectoire économique des pays, en influençant les flux du commerce international par des instruments tels que les droits de douane, les quotas, les subventions et les obstacles non tarifaires. Conçues stratégiquement, les politiques commerciales peuvent stimuler la croissance économique, créer des emplois et favoriser les avantages concurrentiels en attirant l'investissement étranger et en élargissant l'accès au marché. Toutefois, les politiques commerciales mal conçues pourraient entraîner une perte de l'emploi dans les secteurs moins compétitifs et exacerber les inégalités.

Politiques commerciales : Instruments et objectifs

Le commerce international est régi par un cadre de lois connues sous le nom de politiques commerciales, qui comprennent les accords économiques de promotion du commerce entre les nations à l'échelle mondiale. Ces politiques englobent les droits de douane, les quotas et les obstacles non tarifaires (ONT), tandis que les accords commerciaux pertinents visent à réduire les coûts et les restrictions associés. Dans beaucoup de pays, les politiques commerciales sont principalement façonnées par les accords de l'Organisation Mondiale du Commerce (OIC), les accords commerciaux régionaux (ACR) et les accords bilatéraux. L'objectif de ces cadres est d'accroître l'accès au marché et d'améliorer la participation aux chaînes de valeur mondiales (CVM).

Dans la région du Sud de la Méditerranée, la libéralisation du commerce s'est imposée comme un élément clé des réformes engagées. Les pays de cette région mettent progressivement en œuvre des politiques de libéralisation commerciale pour faciliter leur intégration dans les chaînes de valeur mondiales et régionales. Des pays comme l'Égypte, la Jordanie et le Maroc s'engagent activement dans la conclusion d'accords commerciaux avec l'UE et d'autres marchés régionaux, arabes et africains afin de renforcer leurs capacités exportatrices et d'améliorer leur compétitivité. L'Égypte a adopté des réformes structurelles dans le cadre de la Vision 2030, visant à améliorer l'environnement économique et à accroître la compétitivité des exportations du pays. Simultanément, le Maroc a mis l'accent sur l'expansion de ses exportations en tirant parti de sa proximité géographique avec les marchés européens. Par ailleurs, la Jordanie œuvre à renforcer ses capacités exportatrices et à développer des industries spécialisées en coopération avec ses partenaires régionaux et internationaux.

Politiques commerciales et croissance économique

Les politiques commerciales jouent un rôle crucial dans la croissance économique des pays en stimulant les exportations et les importations, ainsi que l'investissement direct étranger (IDE) et l'industrialisation. Par l'harmonisation des réglementations nationales avec les normes mondiales, l'amélioration de l'accès aux marchés et la réduction des obstacles au commerce, ces politiques facilitent l'intégration économique des pays dans les chaînes de valeur mondiales (CVM), promouvant ainsi la croissance économique et favorisant, in fine, la création d'emplois.

- **Renforcement de l'accès au marché :** Les accords commerciaux réduisent les droits de douane, les quotas et les obstacles non tarifaires (ONT), ce qui permet aux producteurs locaux d'accéder à des marchés plus vastes. Ils créent également de nouveaux marchés pour les revendeurs ; une ouverture accrue des marchés favorise de meilleures économies d'échelle et une meilleure spécialisation. Les accords commerciaux régionaux (ACR), comme la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), démontrent comment une réglementation harmonisée peut permettre aux différentes parties d'accéder à des marchés divers, contribuant ainsi à renforcer les perspectives d'exportation et à améliorer le rendement.
- **Amélioration de l'allocation des ressources :** En alignant la production sur l'avantage comparatif, la libéralisation du commerce réaffecte les ressources aux secteurs les plus productifs, optimisant ainsi l'efficacité économique. À titre d'exemple, certains pays comme le Maroc ont capitalisé sur leurs avantages comparatifs dans les secteurs du textile et de l'automobile pour accroître la productivité et la croissance.
- **Stimulation de l'IDE et promotion du transfert des technologies et de l'innovation :** Les politiques encourageant l'IDE et les relations commerciales internationales facilitent le transfert des technologies et les pratiques managériales, contribuant ainsi à renforcer la productivité. En outre, les mesures de soutien relevant des politiques commerciales, telles que les subventions à l'exportation et les programmes de renforcement des capacités, sont conçues pour aider les industries locales à rivaliser sur le marché international et à élargir leurs débouchés.

Politiques de commerce et emploi

Les politiques commerciales ne façonnent pas uniquement les économies, elles façonnent des vies. En influençant la manière dont les secteurs se développent et dont les marchés du travail évoluent et les lieux où se trouvent les opportunités, ces politiques ont des répercussions profondes sur l'emploi. Cependant, tout n'est pas positif. Bien que les politiques commerciales puissent générer des emplois dans les secteurs porteurs, elles peuvent également laisser les travailleurs à la traîne dans les secteurs d'activité non compétitifs, soulignant le caractère à double tranchant de la mondialisation :

- **Création d'emplois dans les secteurs orientés vers l'exportation :** Les politiques commerciales sont souvent plus efficaces dans les industries orientées vers l'exportation. En réduisant les droits de douane, en améliorant l'accès au marché et en fournissant des incitations à certains secteurs, les gouvernements peuvent aider les entreprises à se développer en vue de répondre à la demande mondiale. Par exemple, les accords commerciaux du Maroc avec l'Union Européenne ont stimulé ses secteurs du textile et de l'automobile.¹ Le textile seul emploie environ 200 000 travailleurs, dont une proportion significative de femmes. Il ne s'agit pas seulement de chiffres, mais d'autonomisation économique. Le secteur du sucre et du chocolat en Égypte raconte une histoire similaire.² En puisant dans les marchés d'exportation en Afrique et au Moyen-Orient, les entreprises du secteur ont pu créer des emplois dans tous les domaines, de la production à la logistique, ce qui prouve que les politiques ciblées ont la capacité de libérer le potentiel latent, même dans les secteurs de niche. D'ailleurs, le secteur des produits d'ingénierie en Jordanie s'est épanoui grâce aux accords commerciaux avec les États du Golfe. Les emplois dans la conception technique, l'assemblage et la maintenance ne sont pas seulement abondants, mais aussi de haute qualité, offrant aux travailleurs de meilleurs salaires et des perspectives de carrière à long terme.³

1 OIT. 2024. Compétences pour le Commerce et la Diversification Économique (STED) de la chaîne de valeur de la branche de la bonneterie au Maroc.

2 OIT. 2024. Trade and Value Chains in Employment-Rich Activities (TRAVERA) analysis of the Sugar, Sugar Confectionery and Chocolate in Egypt.

3 OIT. 2024. Skills for Trade and Economic Diversification (STED) Analysis of the Engineering Products and Services Sectors in Jordan.

- **Développement des compétences et transformation de la main-d'œuvre** : Le commerce ne crée pas juste des emplois – il change le type d'emplois que les personnes exercent. Les industries orientées vers l'exportation exigent souvent des travailleurs de maîtriser les nouvelles technologies et de s'adapter à des normes de qualité supérieures, créant à la fois des défis et des opportunités. L'intégration numérique dans le secteur du textile au Maroc en fait un exemple parfait. Pour rester compétitif, le secteur a investi massivement dans le développement des compétences, ce qui a permis de doter les travailleurs des connaissances dont ils ont besoin pour s'épanouir dans une industrie en évolution. En Jordanie, les programmes de formation professionnelle en ingénierie et en TIC comblent le fossé entre les besoins du marché et les compétences de la main-d'œuvre. Cet alignement était crucial pour maintenir la compétitivité des secteurs orientés vers l'exportation dans le pays. L'Égypte œuvre également à combler le besoin en matière de formation spécialisée. Alors que l'accent se déplace vers la transformation des aliments et la fabrication légère, les initiatives ciblées dans la production et les outils numériques ont stimulé l'emploi et la productivité.
- **Inclusion des femmes et des jeunes** : L'une des tendances les plus encourageantes est la façon dont les politiques commerciales promeuvent l'inclusion. Dans les industries à forte intensité de main-d'œuvre, ces politiques créent des opportunités pour les femmes et les jeunes, promouvant ainsi tant la diversité que la résilience parmi la main-d'œuvre. Au Maroc, les femmes sont au cœur de l'industrie du textile et représentent 60 % du nombre total de travailleurs.⁴ Ces emplois ne fournissent pas seulement un revenu – ils offrent aussi une stabilité et une indépendance, notamment aux femmes dans les zones rurales. En Égypte, les exportations agricoles ont ouvert la voie aux jeunes ruraux, leur offrant des emplois permanents ou saisonniers. Ces emplois ont permis de réduire le chômage tout en contribuant au développement local. D'ailleurs, en Jordanie, les PME dans les secteurs des TIC et de l'ingénierie s'épanouissent grâce aux politiques commerciales et offrent aux jeunes entrepreneurs une plateforme pour innover, diversifier l'économie et construire leur avenir.

Bien que les politiques commerciales aient plusieurs avantages, leur mise en exécution peut donner lieu à des défis qui influencent les marchés du travail. Ces défis surgissent des dynamiques structurelles et liées aux politiques, dont :

- **Disparités sectorielles** : L'existence de disparités entre les secteurs constitue un problème significatif qui nécessite une attention particulière. Les politiques de commerce international favorisent invariablement les industries considérées par l'économie comme possédant un avantage compétitif, engendrant ainsi une croissance inéquitable de l'emploi. Il en résulte un dilemme dans lequel les ressources sont allouées aux secteurs ayant la capacité de vendre leurs produits sur le marché mondial, créant ainsi un certain degré de concurrence déloyale pour les secteurs non orientés vers l'exportation. Pour illustrer, la promotion des industries orientées vers l'exportation, telles que la fabrication et l'agriculture, par l'Égypte, a entraîné un déclin relatif de l'attention accordée aux autres secteurs, y compris la fabrication nationale. Cette situation a entraîné une décélération du taux de création d'emplois dans les industries incapables d'attirer du personnel hautement qualifié.
- **Déplacements d'emploi** : Il s'agit d'une préoccupation significative dans le contexte du développement économique. L'ouverture des marchés a un effet d'élimination des opportunités d'emploi dans les secteurs incapables de rivaliser avec ceux bénéficiant des incitations à l'exportation. La réduction des droits de douane et des obstacles au commerce entraîne de hauts niveaux de concurrence en matière d'importation par les producteurs dans les secteurs les moins efficaces. En Jordanie, l'industrie textile fait partie de celles confrontées à des licenciements en raison de la concurrence de pays comme la Chine et le Bangladesh. Ceci a entraîné une baisse de la sécurité d'emploi, étant donné que les travailleurs du secteur sont particulièrement vulnérables aux effets des changements rapides dans l'industrie.

4 IFC. 2023. Thematic Review: Circularity and Morocco's Textile Industry.

- **Vulnérabilités économiques :** Une dépendance excessive à des secteurs d'exportation spécifiques ou des marchés mondiaux volatils peut créer des vulnérabilités économiques affectant la stabilité de l'emploi. La dépendance aux marchés d'exportation rend l'emploi dans les secteurs sensibles au commerce sujets aux fluctuations de l'économie mondiale. L'impact de la pandémie de COVID-19 sur les secteurs d'exportation en Jordanie, à titre d'exemple, a causé d'importantes pertes d'emplois en ingénierie et en technologies de l'information et de la communication (TIC). De même, les industries qui s'appuient sur la compétitivité des prix, comme le textile et l'agroalimentaire, risquent de perdre leur part de marché au profit des producteurs à faibles coûts, ce qui pourrait conduire à des pertes d'emplois.

Politiques d'investissement : Comment les politiques d'investissement affectent les résultats nationaux en matière d'emploi

Les politiques d'investissement constituent des outils stratégiques qui modifient le paysage économique et d'emploi d'un pays. Elles influencent la façon dont les investissements nationaux et étrangers sont attirés, régulés et utilisés, ce qui modifie considérablement les résultats nationaux en matière d'emploi, notamment à travers la création directe et indirecte d'emplois. Le lien entre la politique d'investissement et l'emploi se manifeste de plusieurs manières, dont l'encouragement du développement économique, la transformation structurelle des industries et le renforcement des compétences et de la productivité de la main-d'œuvre :

- **Stimulation de l'activité économique et création directe d'emplois :** Les politiques d'investissement qui incitent les afflux de capitaux peuvent stimuler l'activité économique et créer des emplois directement. Simplifier les processus d'investissement, réduire les formalités administratives et offrir des incitations comme les allègements fiscaux ou les dons de terres pourrait contribuer à l'accroissement des investissements, ce qui se traduirait par de nouvelles opportunités d'emploi. Par exemple, lorsque de nouvelles installations sont établies, l'embauche directe suit (investissement de création), dit *greenfield*. De même, les PPP dans les projets d'infrastructure créent des emplois pendant la construction et plus tard dans les opérations. Par contre, les investissements dans des installations existantes, dits *brownfield*, pourraient également entraîner des licenciements.
- **Transformation structurelle et changements d'emplois sectoriels :** Les politiques d'investissement stratégique peuvent faciliter la transition des secteurs traditionnels à faible productivité (par exemple, l'agriculture de subsistance) aux secteurs à plus forte productivité (par exemple, la fabrication et les TIC). Cette transformation structurelle peut créer des emplois plus productifs dans les industries émergentes tout en modernisant ceux déjà existants. Les politiques qui accordent la priorité aux secteurs à forte croissance ou à forte intensité de main-d'œuvre peuvent entraîner une augmentation des opportunités d'emploi dans les industries stratégiques.
- **Développement des compétences et amélioration de la productivité de la main-d'œuvre :** Les politiques d'investissement façonnent le développement de la main-d'œuvre en alignant les compétences sur les exigences de l'industrie. Beaucoup de politiques obligent ou incitent les entreprises à former les travailleurs locaux, créant ainsi des opportunités de développement des compétences. De plus, les investissements étrangers qui introduisent des technologies avancées encouragent l'apprentissage en cours d'emploi et le transfert des meilleures pratiques mondiales. Cette combinaison permet de stimuler la productivité et rendre les travailleurs plus compétitifs sur le marché du travail.

- **Création indirecte d'emplois à travers les chaînes de valeur** : L'impact des politiques d'investissement s'étend au-delà du recrutement direct. Des industries comme l'automobile ou l'électronique peuvent stimuler la demande pour les fournisseurs locaux ou les matières premières, créant ainsi des emplois dans les activités en amont comme les composants de fabrication (chaînes d'approvisionnement en amont). Parallèlement, des secteurs comme l'agroalimentaire et l'énergie stimulent la création d'emplois dans les activités en aval, telles que la distribution, le commerce de détail et la maintenance (chaînes de distribution en aval), répartissant les bénéfices dans l'ensemble de l'économie.
- **Équilibrage de l'emploi régional** : En encourageant les investissements dans les zones rurales ou mal desservies, les gouvernements peuvent réduire les disparités en matière d'emploi. Les zones économiques spéciales (ZES) et les incitations basées sur le lieu aident à canaliser les investissements vers les régions en retard, créant des emplois et stimulant l'activité économique au niveau local. Les projets d'infrastructure dans les zones reculées n'améliorent pas uniquement la connectivité mais génèrent également des emplois dans la construction, la logistique et les secteurs connexes.
- **Promotion de l'entrepreneuriat et des MPME** : Soutenir les politiques d'investissement nourrit la croissance des microentreprises et des petites et moyennes entreprises (MPME), jouant un rôle crucial dans la création d'emplois. Les initiatives telles que les prêts ou les dons concessionnels permettent d'autonomiser les entrepreneurs pour commencer à développer les entreprises, créant des emplois locaux. Si les MPME sont bien connectées avec les grands investisseurs — nationaux ou internationaux — à travers les CVM, ces entreprises pourraient s'agrandir, générant encore plus d'emplois.
- **Protection du travail décent** : Outre la création d'emplois, les politiques d'investissement bien conçues peuvent améliorer la qualité de l'emploi, par l'intégration des normes du travail et la promotion des pratiques inclusives. Imposer des salaires équitables, des conditions de travail sûres et la non-discrimination permet de garantir un travail décent. De plus, certaines politiques incitent les investissements qui accordent la priorité aux femmes, aux jeunes et aux groupes sous-représentés, favorisant la diversité et l'inclusion dans la main-d'œuvre.

Politiques d'emploi : Lier entre dynamiques du marché de travail et croissance économique

La présente section examine les stratégies et les principes qui stimulent l'emploi inclusif, le rôle de la croissance sectorielle dans la création d'emplois pour les femmes et les jeunes et les contributions des petites et moyennes entreprises (PME) à l'inclusion économique.

Marchés de travail inclusifs : Concept et importance

Les marchés de travail inclusifs sont des systèmes où tout individu, peu importe le genre, l'âge, l'ethnicité, le handicap ou le milieu socio-économique, jouit d'un accès équitable aux opportunités de travail, aux salaires équitables et aux conditions de travail décentes. Ces marchés privilégient l'élimination des obstacles systémiques et œuvrent activement à l'intégration des groupes marginalisés dans l'économie. Grâce au potentiel d'une main-d'œuvre diversifiée, les marchés de travail inclusifs stimulent la productivité, favorisent l'innovation et renforcent la résilience économique.

- **Principes clés des marchés de travail inclusifs :** Les marchés de travail inclusifs accordent la priorité à l'équité, la diversité et l'accessibilité. Les éléments clés incluent l'accès non discriminatoire, l'égalité femmes-hommes en matière d'embauche et de promotion, l'accessibilité des personnes handicapées et les protections pour les groupes marginalisés. Le travail décent garantit des salaires équitables, des protections sociales et des conditions sûres conformes aux normes internationales du travail. La représentation à tous les niveaux organisationnels favorise des perspectives diversifiées, tandis que les modalités de travail flexibles et les services de garde d'enfants à prix abordables aident les travailleurs qui gèrent de multiples responsabilités.
- **Stratégies pour construire des marchés de travail inclusifs :** Les marchés de travail inclusifs exigent des efforts concertés sur les politiques, l'éducation, l'emploi et la protection sociale. Ces efforts incluent des lois anti-discrimination, des quotas pour les groupes sous-représentés et des règlements sur la rémunération équitable. L'enseignement et la formation, comme les programmes de reconversion professionnelle, les initiatives STEM pour les femmes et les jeunes et l'apprentissage tout au long de la vie, permettent de combler les lacunes de compétences et répondre aux besoins accrus du marché. Les incitations à l'emploi, telles que les subventions d'embauche et les exonérations fiscales pour les pratiques inclusives contribuent à la promotion de l'équité. La protection sociale doit soutenir les travailleurs informels et à temps partiel par des allocations de chômage, une assurance maladie et un congé de maternité. Les services de garde d'enfants, les soins aux personnes âgées et les transports à prix abordables permettent d'éliminer les obstacles. Les stratégies pour un milieu de travail inclusif, telles que les politiques de diversité, la formation sur les préjugés et le mentorat renforcent les groupes sous-représentés.

Croissance sectorielle et création d'emplois décents pour les femmes et les jeunes

La croissance sectorielle renvoie à l'expansion ciblée d'industries spécifiques au sein d'une économie, souvent proposées pour leur potentiel à générer des exportations, à créer des emplois, à améliorer la productivité et à stimuler le développement économique. En identifiant et en développant les secteurs à forte croissance, les décideurs politiques peuvent créer de nombreuses opportunités d'emploi, notamment pour les femmes et les jeunes, qui sont souvent confrontés à des obstacles pour accéder au marché de travail.

- **L'importance de la croissance sectorielle dans la création d'emplois :** La croissance sectorielle implique la création d'industries à fort potentiel pour créer des emplois, améliorer la productivité et stimuler le développement économique. Cibler les secteurs à forte croissance offre des opportunités aux groupes sous-représentés, tels que les femmes et les jeunes, dans les domaines à forte intensité de main-d'œuvre comme l'agriculture et la fabrication, ainsi que dans les industries spécialisées comme la technologie et les services. Ceci permet de promouvoir l'inclusion de la main-d'œuvre, combler les inégalités de genre et d'âge et renforcer la résilience économique en réduisant la dépendance sur certaines industries.
- **Défis auxquels sont confrontés les femmes et les jeunes sur les marchés de travail :** Les femmes et les jeunes affrontent des obstacles systémiques au travail décent malgré leur potentiel économique. L'inégalité des genres persiste à travers les écarts de revenu, les opportunités de leadership limitées et les normes sociétales qui entravent la participation des femmes. Le chômage des jeunes reste élevé en raison de la disponibilité limitée des emplois, du manque d'expérience et de l'inadéquation des compétences. Les règles de travail faibles et l'absence d'initiatives sensibles à l'équité entre les sexes ou axées sur les jeunes accentuent davantage ces difficultés, entravant les opportunités d'emploi équitables.

► Le travail décent en vue du développement durable

Se concentrer sur la croissance sectorielle pour la création d'emplois en faveur des femmes et des jeunes est en phase avec les cadres mondiaux, notamment les **Objectifs** de développement durable (**ODD**) des Nations Unies, en particulier l'ODD 8 (*Travail* décent et croissance économique) et l'ODD 5 (*Égalité* entre les sexes). Garantir un travail décent—défini par des salaires équitables, des conditions de travail sûres et l'accès à la protection sociale—favorise la rétention de la main-d'œuvre, stimule la productivité et améliore le bien-être sociétal.

Le rôle des PME dans la création d'emplois et l'inclusion économique

Les petites et moyennes entreprises (PME) sont des moteurs essentiels de la création d'emplois et du progrès économique, notamment dans des pays comme l'Égypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie où elles dominent la scène commerciale. Les PME représentent 91 % des entreprises en Égypte et 97 % en Tunisie,⁵ et contribuent considérablement aux secteurs de la fabrication et des services en Jordanie. Vu leur forte intensité de main-d'œuvre, les PME emploient un grand nombre de personnes par rapport à leur taille, en comparaison avec les grandes entreprises, ce qui les établit en tant qu'élément vital pour réduire le chômage et stimuler l'inclusion économique.

- **Catalyseurs de l'inclusion économique** : Les PME jouent un rôle significatif dans la stimulation de l'inclusion économique. Elles intègrent les groupes marginalisés, tels que les femmes, les jeunes et les populations rurales dans le marché du travail. Au Maroc, par exemple, les PME du textile et de l'habillement emploient un nombre considérable de femmes, favorisant l'indépendance financière. Les PME contribuent aussi au développement régional en créant des emplois locaux, à la fois dans les zones urbaines et rurales. En Tunisie, les PME dans les secteurs de l'agriculture et de la fabrication aident à l'élimination des disparités économiques régionales. En plus, les PME soutiennent les travailleurs au secteur informel dans la migration vers l'économie formelle, offrant des conditions de travail améliorées et une stabilité de revenu, favorisant ainsi la croissance inclusive.
- **Principales contributions à la création d'emplois et l'inclusion** : Les PME stimulent la génération d'emplois, tant directement qu'indirectement. Elles créent des possibilités d'emploi et génèrent davantage d'emplois à travers les chaînes de valeur, en stimulant la demande pour les biens et les services. Cet effet multiplicateur est particulièrement éminent dans des domaines comme l'agriculture, la fabrication et les services où les PME possèdent des liens fondamentaux. Les PME contribuent également à la stimulation de l'entrepreneuriat, aidant les jeunes et les femmes à devenir des propriétaires d'entreprise et à renforcer l'économie locale. À titre d'exemple, les programmes gouvernementaux de soutien à l'entrepreneuriat des femmes dans les PME en Jordanie soulignent leur rôle dans l'édification des populations marginalisées. En outre, les PME sont résilientes et flexibles, tel que cela a été démontré pendant la pandémie COVID-19, lorsque de nombreuses ont réussi à ajuster leurs stratégies d'affaires pour survivre.

⁵ EMNES. 2017. Micro, Small and Medium-Sized Enterprises Development in Egypt, Jordan, Morocco & Tunisia: Structure, Obstacles and Policies. https://emnes.org/wp-content/uploads/2017/12/emnes_study_003-msmes-development-in-the-southern-mediterranean-countries.pdf

L'interdépendance : Les politiques de commerce, d'investissement et d'emploi en alignement pour une croissance inclusive

Les interactions entre les politiques de commerce, d'investissement et d'emploi forment un nexus pour promouvoir la croissance inclusive et le développement économique durable. Cette interconnexion est particulièrement recherchée dans les économies en développement, telles que celles de la région sud-méditerranéenne, où cet alignement peut maximiser les résultats en matière d'emploi et renforcer la résilience économique. Nous explorons ci-après les principales dimensions de cette interdépendance :

Politiques de commerce et dynamiques d'emploi

Les politiques commerciales sont essentielles pour façonner les résultats en matière d'emploi, vu qu'elles influencent la croissance sectorielle, la participation au marché de travail et la qualité des emplois créés. Conçues et mises en œuvre efficacement, ces politiques peuvent libérer le potentiel économique, notamment dans les secteurs à avantages comparatifs, comme on le voit dans les pays du sud de la Méditerranée.

► Libéralisation du commerce et croissance de l'emploi sectoriel :

La libéralisation du commerce, notamment les réductions tarifaires et les accords de libre-échange (ALE), était une méthode fondamentale pour intégrer les économies aux marchés mondiaux. L'Égypte et le Maroc ont profité de la politique commerciale pour favoriser les industries orientées vers l'exportation, avec les secteurs du sucre et de la confiserie en Égypte bénéficiant d'accords qui permettent de créer des emplois dans les chaînes de production et de valeur. L'intérêt accordé par la Tunisie aux industries



Égypte. 2008 © Marcel Crozet/OIT

mécaniques et électriques souligne les possibilités d'emploi dans les domaines d'exportation compétitifs. Toutefois, la libéralisation du commerce peut également générer des changements structurels, en détournant les emplois vers les secteurs plus compétitifs tout en déplaçant les travailleurs dans des domaines moins compétitifs. La concurrence des importations pourrait entraîner des licenciements ou une détérioration des conditions de travail.

- **Inclusion du genre et de la jeunesse dans l'emploi :** Les politiques commerciales ont des conséquences complexes sur l'inclusion sur le marché du travail, notamment pour les femmes et les jeunes. Au Maroc et en Tunisie, les industries des textiles et des vêtements emploient beaucoup de femmes, d'où l'importance cruciale des politiques commerciales pour la création d'emplois tenant compte des questions de genre. Néanmoins, de nombreuses femmes sont toujours confrontées à des problèmes en occupant des professions précaires ou mal rémunérées. Pour la jeunesse, les secteurs axés sur les exportations offrent un potentiel important, notamment en Tunisie où les entreprises à forte intensité de main-d'œuvre comme le textile et la fabrication nécessitent une main-d'œuvre jeune. Cependant, la réalisation de ces perspectives dépend d'offrir une formation et un développement des compétences adéquats.

Les politiques d'investissement comme catalyseurs pour la création d'emplois

Les politiques d'investissement façonnent de manière significative le paysage économique en attirant les afflux de capitaux, ce qui peut potentiellement stimuler la productivité et créer des opportunités d'emploi. Dans les pays du sud de la Méditerranée, l'alignement de ces politiques sur les objectifs de création d'emplois a démontré le potentiel d'expansion des marchés et d'amélioration de la qualité des emplois. L'analyse suivante se penche sur les moyens par lesquels les politiques d'investissement influencent les dynamiques d'emploi.

- **Les investissements ciblés dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre :** Concentrer les politiques d'investissement sur les secteurs à fort potentiel d'absorption de la main-d'œuvre peut améliorer grandement les perspectives d'emploi. En Égypte, les programmes d'investissement ciblant les industries de fabrication et de transformation, tels que le sucre et la confiserie, ont produit des emplois tout au long de la chaîne de valeur. De même, l'intérêt accordé par le Maroc au secteur textile, appuyé par des incitations à l'investissement, a contribué à l'accroissement de l'emploi, notamment pour les femmes, bien que des obstacles persistent en ce qui concerne l'amélioration de la qualité d'emploi.
- **IDE et transfert des technologies :** L'IDE est un moteur crucial du développement des emplois, puisqu'il apporte de la liquidité, souvent des technologies et des connaissances. La Tunisie et l'Égypte ont tiré avantage des IDE dans les industries orientées vers l'exportation, comme l'électronique et la transformation des aliments. Toutefois, les IDE n'ont qu'une influence limitée sur l'emploi en général dans les secteurs à forte intensité de capital, comme l'industrie pétrolière en Égypte. En revanche, les initiatives des IDE dans les secteurs automobile et aérospatial au Maroc, qui impliquent un transfert des technologies, ont contribué au renforcement des compétences et de la productivité de la main-d'œuvre.

Politiques d'emploi et synergies commerce-investissement

Lorsque les politiques d'emploi sont alignées efficacement sur les stratégies de commerce et d'investissement, elles peuvent amplifier les avantages économiques et sociaux de la mondialisation, ce qui garantit que la croissance économique soit accompagnée de création d'emplois et d'améliorations du marché de travail. Dans le contexte du Sud Méditerranée, le commerce et l'investissement offrent des opportunités significatives pour la promotion de l'emploi productif et décent. Toutefois, sans coordination des politiques d'emploi, le plein potentiel de ces opportunités reste inexploité. La présente section examine les synergies entre les politiques d'emploi, de commerce et d'investissement.

- **Alignement des politiques d'emploi sur les objectifs du commerce et de l'investissement :** Adapter les politiques d'emploi pour compléter la libéralisation du commerce et la promotion de l'investissement permet de renforcer leur impact sur les marchés de travail. Les stratégies spécifiques aux secteurs alignées sur les industries à forte croissance—comme le textile au Maroc et le traitement du sucre en Égypte— maximisent le potentiel de création d'emplois. En Jordanie, les politiques d'emploi portant sur le développement des compétences dans les secteurs d'ingénierie et de fabrication répondent aux besoins résultant de l'expansion du commerce et de l'investissement. Pareillement, les dispositions relatives à l'emploi inclusif en Tunisie s'attaquent aux disparités entre les sexes en encourageant la participation des femmes aux industries liées au commerce, comme le textile et l'agroalimentaire.

- **Défis d'emploi dans les cadres du commerce et de l'investissement :** Malgré leur potentiel, l'intégration des politiques d'emploi aux cadres de commerce et d'investissement s'annonce semée de défis. L'inadéquation des compétences de la main-d'œuvre, notamment dans les domaines émergents comme les technologies digitales et vertes en Tunisie et au Maroc, entrave la croissance des emplois. Les niveaux élevés d'informalité dans les secteurs bénéficiant du commerce et de l'investissement, comme le secteur textile au Maroc, limitent le potentiel de création d'emplois décents **avec** protection sociale adéquate. De plus, les inégalités entre les sexes persistent, avec de nombreuses femmes dans des secteurs tels que le textile et l'habillement occupant des postes précaires et mal rémunérés malgré leur participation accrue.
- **Profiter du commerce pour la croissance de l'emploi et de l'investissement :** Les politiques de commerce et d'investissement offrent des voies uniques pour l'expansion du marché de travail. La croissance orientée vers l'exportation dans le secteur du sucre en Égypte et celui des produits d'ingénierie en Jordanie a stimulé la création d'emplois, appuyée par les accords commerciaux et les investissements étrangers. Les investissements dans les industries de fabrication et de la transformation de produits agricoles au Maroc et en Tunisie facilitent l'intégration aux chaînes de valeur mondiales, générant des opportunités d'emploi aux différents niveaux de compétence.
- **Intégration des cadres de politique pour une croissance inclusive :** Un cadre de politique intégré est essentiel à l'alignement des stratégies de commerce, d'investissement et d'emploi pour parvenir à une croissance inclusive. En garantissant la cohérence des politiques économiques, sociales et de travail, ces cadres maximisent la création d'emplois, réduisent la pauvreté et favorisent le développement équitable. Dans la région sud-méditerranéenne, l'intégration de ces domaines de politiques a produit des résultats mitigés, avec des opportunités d'amélioration significatives. Ci-après figure une analyse des efforts et des défis actuels.

Principaux défis et opportunités

Les études menées dans le cadre du programme **IECI** ont analysé en profondeur les opportunités et les défis aux niveaux régional, national et sectoriel. Les principales conclusions sont présentées dans les sections suivantes.

Défis dans l'alignement des politiques de commerce, d'investissement et d'emploi au sud-méditerranéen

L'alignement des politiques de commerce, d'investissement et d'emploi au sud-méditerranéen affronte des défis multidimensionnels, à la fois économiques et non-économiques, ce qui entrave l'intégration et la cohérence des politiques.

Obstacles institutionnels et manque de coordination

Les obstacles institutionnels et l'absence de coordination efficace entre les parties prenantes posent un défi significatif à l'alignement des politiques de commerce, d'investissement et d'emploi dans la région du sud de la Méditerranée. Ces problèmes se manifestent dans plusieurs domaines critiques, ce qui sape le potentiel d'élaboration de politiques cohérentes et influentes.

- **Cadres de politiques fragmentés :** L'un des principaux obstacles consiste en le développement isolé des politiques de commerce, d'investissement et d'emploi. Ces politiques sont souvent formulées indépendamment, sans consultation transsectorielle adéquate, les objectifs qui en résultent sont donc contradictoires.

- **Multiplicité des institutions et mécanismes de coordination inadéquats** : La participation de plusieurs institutions publiques et privées, y compris les ministères, les organismes commerciaux, les agences d'investissement et les organisations syndicales entraîne des chevauchements de mandats (redondances et inefficacités). Les ambiguïtés dans les rôles institutionnels donnent souvent lieu à une concurrence plutôt qu'à une collaboration, comme on le voit lorsque les agences d'investissement se concentrent sur l'attraction des IDE sans tenir compte de leurs implications en termes d'emploi. Ce manque de clarté exacerbe les inefficacités et dilue l'impact des politiques visant une croissance économique inclusive.
- **Suivi et évaluation limités** : Le manque de données fiables sur l'impact des politiques de commerce et d'investissement sur l'emploi entrave les efforts visant à évaluer les résultats des politiques et à effectuer des ajustements fondés sur des preuves. Les processus d'élaboration des politiques souffrent également de faibles mécanismes de retour d'information, qui créent un décalage entre les intentions politiques et les résultats réels. Ceci limite la capacité à réaliser des avancées itératives et fournir des réactions adaptatives aux conditions changeantes.
- **Défis de gouvernance** : Les déficiences bureaucratiques, y compris les procédures administratives longues et les cadres réglementaires complexes, compromettent l'efficacité des cadres institutionnels. Ces défis retardent les projets de commerce et d'investissement, ce qui réduit leur potentiel à générer des emplois. La corruption et le manque de transparence dans les processus institutionnels érodent davantage la confiance publique et freinent les investissements nationaux et étrangers, affaiblissant finalement l'environnement économique général.
- **Défis liés au dialogue social institutionnalisé**⁶ : Le dialogue social constitue un mécanisme essentiel pour parvenir à un consensus sur les solutions en matière d'emploi. Tous les pays de la région du Sud de la Méditerranée disposent de dispositions législatives en la matière, mais leur efficacité et leur degré d'institutionnalisation varient d'un pays à l'autre.⁷ Dans certains pays, le dialogue social reste encore peu développé et les partenaires sociaux continuent d'avoir une influence très limitée sur les processus décisionnels. Souvent, les politiques relatives au commerce, à l'investissement et à l'emploi sont fortement influencées par le gouvernement et, dans une moindre mesure, par les partenaires sociaux.

Capacité technique limitée

La capacité technique limitée pose un obstacle significatif à l'alignement des politiques de commerce, d'investissement et d'emploi dans la région du sud de la Méditerranée. Ce défi reflète des déficiences systémiques en matière de compétences, d'infrastructure et de capacités institutionnelles, ce qui entrave la mise en œuvre efficace des politiques et limite la réactivité face aux demandes économiques dynamiques.

- **Lacunes en développement de la main-d'œuvre et inadéquation des compétences** : Les systèmes de développement de la main-d'œuvre sont confrontés à plusieurs défis, dont l'insuffisance des ressources pour les institutions d'enseignement et formation techniques et professionnels (EFTP). Un autre problème est l'alignement insuffisant des systèmes d'enseignement et de formation professionnelle sur les besoins du marché. Plusieurs pays sud-méditerranéens sont confrontés à des pénuries de compétences dans les secteurs ciblés par le commerce et l'investissement, comme la fabrication et les TIC. À titre d'exemple, des industries telles que le textile au Maroc et l'ingénierie en Jordanie font état de difficultés à trouver des travailleurs techniquement compétents pour les rôles spécialisés. Ce problème est aggravé par le recours à des cursus dépassés pour les programmes de formation, souvent sans aucun contenu relatif aux technologies modernes, à la fabrication de pointe et à l'assurance qualité. Ces lacunes laissent les travailleurs mal préparés aux normes industrielles en évolution et réduit leur employabilité dans les secteurs à forte croissance.

⁶ Le dialogue social englobe toutes les formes de négociation, de consultation et d'échange d'informations entre ou parmi les représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs sur des questions d'intérêt commun liées aux politiques économiques et sociales (voir <https://www.ilo.org/topics-and-sectors/social-dialogue-and-tripartism>, consulté le 16/02/2025).

⁷ OIT. 2022. Commerce, investissement et emploi dans les pays du sud de la Méditerranée. Rapport thématique du projet « Intégration des questions d'emploi dans le commerce et l'investissement dans le voisinage sud ».

- **Faible capacité institutionnelle** : Les organismes gouvernementaux à travers la région ne disposent pas souvent de l'expertise technique nécessaire à la conception et la mise en œuvre des politiques de commerce, d'investissement et d'emploi intégrées. Ceci inclut les compétences critiques en matière de modélisation économique, de négociations commerciales et d'analyse du marché de travail. De plus, les PPP, essentielles à l'alignement des priorités en matière de politiques sur les besoins de l'industrie, restent sous-développés. La collaboration insuffisante entre les gouvernements, les acteurs du secteur privé et les établissements d'enseignement limite les apports de l'industrie sur le développement des compétences et l'alignement des politiques, ce qui compromet encore davantage l'efficacité des initiatives.
- **Obstacles à l'innovation et l'adoption des technologies** : L'adoption des technologies de pointe demeure faible, notamment parmi les petites et moyennes entreprises (PME) qui prédominent les économies de la région. Ceci limite leur compétitivité et affecte leur capacité à produire des emplois de qualité. En outre, plusieurs pays de la région n'investissent pas suffisamment dans le domaine de la recherche et du développement (R-D), entraînant un manque d'innovation qui aurait pu alimenter l'expansion du commerce et la création d'emplois dans les industries à haute valeur ajoutée. Sans un investissement accru en R-D et sans adoption des technologies, les secteurs d'activité au sud de la Méditerranée risquent de stagner et voir leur compétitivité mondiale diminuer.

Obstacles non économiques

Les obstacles non économiques, notamment la stabilité politique, les inefficacités logistiques, les barrières de communication et les défis culturels, entravent considérablement l'alignement des politiques de commerce, d'investissement et d'emploi dans la région du Sud de la Méditerranée. Ces facteurs compliquent la mise en œuvre des politiques et limitent la capacité de la région à être compétitive à l'échelle mondiale et à favoriser une croissance inclusive.

- **Stabilité politique** : La paix et la stabilité politique sont essentielles pour favoriser la croissance économique, la cohésion sociale et la sécurité régionale. Une stabilité durable permet d'attirer les investissements étrangers, qui sont cruciaux pour le développement économique et la création d'emplois. Elle permet également aux gouvernements de mettre en œuvre des politiques et des réformes à long terme visant à améliorer les conditions de vie et à réduire la pauvreté. Le niveau de stabilité varie considérablement d'un pays à l'autre dans la région du Sud de la Méditerranée, sous l'influence de facteurs historiques, sociaux et économiques. Certains pays, comme le Maroc et la Jordanie, ont maintenu une stabilité relative grâce à des systèmes monarchiques solides et à des réformes progressives. En revanche, d'autres, tels que la Libye et la Syrie, ont connu des conflits prolongés et une instabilité politique, entraînant des crises humanitaires et une fragilisation des institutions.
- **Défis de logistique et de transport** : Les infrastructures inadéquates constituent toujours une entrave significative dans la région. De nombreux pays font face à des défaillances dans leurs infrastructures de transport et de logistique, tels que les insuffisances des installations portuaires, l'inefficacité des réseaux routiers et la restriction de la connectivité ferroviaire. Ces déficiences entraînent une hausse des dépenses commerciales et une diminution de la compétitivité des exportations. Par exemple, les procédures de dédouanement longues et onéreuses provoquent des retards commerciaux, ce qui décourage l'investissement étranger et restreint la participation des entreprises aux chaînes de valeur mondiales. En outre, les connexions de transport intra régionales inadéquates et les cadres logistiques disjointes obstruent le commerce régional, nonobstant les frontières contiguës et les intérêts économiques mutuels.

- **Lacunes de communication** : La diffusion insuffisante des informations affaiblit l'efficacité des politiques de commerce, d'investissement et d'emploi. Les décideurs politiques et les parties prenantes n'ont souvent pas accès à des informations opportunes et précises sur les accords commerciaux, les perspectives d'investissement et les exigences du marché du travail, limitant leur capacité à réagir de manière efficace. Les procédures réglementaires complexes et les obstacles linguistiques en commerce international présentent également des défis, notamment pour les PME qui tentent de rejoindre les marchés d'exportation. Le manque de coordination interorganisation accentue ces difficultés, car la communication insuffisante entre les entités gouvernementales, les acteurs du secteur commercial et les organisations de la société civile provoquent une fragmentation des efforts et fait rater des opportunités pour l'alignement des politiques.
- **Barrières culturelles et sociales** : Les normes et préjugés culturels entravent elles aussi le potentiel économique de la région. L'inégalité de genre reste une question omniprésente, les femmes faisant face à des restrictions d'accès à l'éducation, à la formation et au financement—ressources critiques pour la réussite entrepreneuriale et la participation à main-d'œuvre. La marginalisation des jeunes pose encore un défi significatif. Les taux de chômage élevés parmi les jeunes, aggravé par les attentes culturelles et les opportunités limitées pour le développement des compétences entraînent une sous-utilisation du potentiel de ce groupe démographique. D'ailleurs, la résistance culturelle au changement, notamment dans les secteurs traditionnels, entrave les efforts déployés en vue de moderniser les industries et d'intégrer les outils numériques aux processus de commerce et de production.

Lacunes dans la réglementation et les politiques

Les lacunes dans la réglementation et les politiques représentent un obstacle majeur à l'alignement des politiques de commerce, d'investissement et d'emploi dans le sud de la Méditerranée. Ces lacunes résultent des cadres dépassés, des règlements incohérents et des mécanismes d'application insuffisants, qui collectivement entravent l'efficacité des initiatives de politique et leur potentiel à générer une croissance économique inclusive.

- **Cadres réglementaires dépassés et mal alignés** : La fragmentation réglementaire constitue un défi significatif dans la région parce que les lois du commerce, de l'investissement et de l'emploi sont en général développées séparément sans reconnaître les liens entre eux. Par exemple, les politiques commerciales privilégient souvent la libéralisation sans tenir compte des adaptations du marché de travail, provoquant ainsi des déplacements d'emploi. Plusieurs pays dépendent également d'une législation obsolète qui ne reflète pas les tendances internationales en matière de commerce et d'investissement. En outre, le manque de cohérence avec les normes internationales de commerce et d'emploi nuit à la compétitivité et limite l'accès aux marchés internationaux.
- **Mise en œuvre et application incohérentes** : Les processus réglementaires longs et contraignants découragent l'investissement, alors que l'application incohérente des lois crée une incertitude pour les entreprises. La faible capacité institutionnelle au sein des organismes réglementaires aggrave encore ces problèmes, entraînant une surveillance et une application inefficaces des politiques. L'économie informelle, prévalente dans la région, ajoute un autre niveau de complexité en rendant difficile l'application des règlements relatifs à l'emploi et aux droits du travail et aux protections sociales.

- **Obstacles au commerce et à l'investissement** : Les BNT, comme les exigences de certification excessive et les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) posent des défis significatifs aux explorateurs. De même, les processus d'approbation de l'investissement complexes et opaques découragent les investisseurs potentiels et sont souvent mal alignés sur les objectifs de développement économique plus larges. Les politiques de commerce et d'investissement existantes incluent rarement des mécanismes d'incitation à la création d'emplois, notamment dans les industries à forte intensité de la main-d'œuvre, ce qui limite leur capacité à générer une croissance inclusive.
- **Focalisation limitée sur la croissance inclusive** : Les cadres réglementaires négligent souvent les obstacles uniques affrontés par les femmes et les jeunes pour accéder aux marchés de travail et aux opportunités entrepreneuriales. Ce manque d'attention entrave le progrès vers l'égalité des sexes et l'emploi des jeunes. De plus, les politiques conçues en vue de soutenir les petites et moyennes entreprises (PME)—moteurs critiques de création d'emploi— sont soit absentes soit mal appliquées, ce qui limite leur capacité à participer au commerce et à stimuler l'emploi.

Recommandations et meilleures pratiques en matière de politique



Chapitre 2 se concentre sur les principales recommandations politiques et les meilleures pratiques qui contribuent à la création d'emplois décents et au soutien de la croissance économique. En examinant la manière dont les politiques commerciales et d'investissement peuvent fonctionner ensemble, cette section met en avant des stratégies utiles issues du programme IECI. Elle illustre également comment ces recommandations s'articulent pour renforcer la création d'emplois et la coopération régionale, garantissant ainsi que le commerce et l'investissement profitent à tous.

Incorporation de l'emploi dans les politiques commerciales

La politique commerciale aide les pays à croître et à créer des emplois, mais il est essentiel de s'assurer que ces emplois profitent à tous. En intégrant des règles sur le travail équitable, en soutenant les secteurs nécessitant davantage de main-d'œuvre et en aidant les petites entreprises, il est possible de rendre le commerce plus bénéfique pour les populations. Cette section expliquera comment le commerce peut contribuer à la création d'emplois décents et garantir que tout le monde en tire profit.

Intégrer les normes de travail dans les accords commerciaux

L'intégration des normes d'emploi dans les accords commerciaux est essentielle pour assurer que la croissance économique stimulée par les politiques commerciales se traduise par des pratiques de travail décent et équitable. En intégrant les normes de travail reconnues au niveau international et en assurant la conformité, les accords commerciaux peuvent promouvoir les conditions de travail équitables et l'inclusivité sociale au niveau des partenaires commerciaux.

Composantes clés :

- **Incorporer les normes fondamentales du travail de l'OIT** : Les accords commerciaux doivent explicitement faire référence aux normes fondamentales du travail de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), dont la liberté d'association ; le droit à la négociation collective ; l'élimination du travail forcé et obligatoire ; l'abolition du travail des enfants et la suppression de la discrimination dans l'emploi et la profession. Les pays signataires doivent aligner leurs lois et pratiques en matière d'emploi sur ces normes pour établir une ligne de référence pour le travail décent.
- **Établir des mécanismes de surveillance et de conformité** : Les systèmes robustes doivent suivre l'adhésion aux normes de travail, y compris les examens indépendants effectués par des organisations tierces ou des organismes affiliés à l'OIT ainsi que des exigences relatives à la présentation de rapports réguliers sur les conditions de travail par les pays signataires. Des mécanismes d'application, comme la suspension des avantages commerciaux, doivent être inclus pour les violations des normes de travail.
- **Inclure des mécanismes de règlement des conflits** : Il faut mettre en place un processus dédié au règlement des violations des droits du travail, présentant des procédures transparentes pour l'investigation, l'arbitrage et la résolution, ainsi que des opportunités pour les travailleurs, les syndicats et les organisations de la société civile pour déposer des plaintes. Les mesures visant à remédier à la non-conformité doivent inclure des amendes ou plans d'actions correctives pour assurer l'adhésion.
- **Renforcer les dispositions pour les travailleurs vulnérables** : Les accords commerciaux doivent relever les défis uniques affrontés par les groupes marginalisés, comme les femmes, les jeunes et travailleurs migrants. Les protections spécifiques peuvent inclure l'application du principe du salaire égal pour un travail de valeur égale ; interdire la discrimination fondée sur le sexe en milieu de travail et fournir des voies de migration sûres et des protections contre l'exploitation.

- **Promouvoir le dialogue social** : Les dispositions devraient prévoir un dialogue social continu entre les gouvernements, les employeurs et les travailleurs. Les mécanismes pourraient comprendre : des comités tripartites chargés de superviser la mise en œuvre des dispositions relatives au travail ; des canaux permettant aux travailleurs et aux syndicats de contribuer aux examens des politiques commerciales.
- **Profiter des avantages commerciaux préférentiels** : Lier l'accès préférentiel au marché à la conformité aux normes de travail crée de fortes incitations à l'adhésion. À titre d'exemple, l'octroi de réductions tarifaires au pays démontrant une adhésion aux dispositions de travail et retrait des privilèges commerciaux des pays ayant commis des violations systématiques des droits du travail.

Promouvoir les secteurs à forte intensité de la main-d'œuvre à travers l'accès au marché

La promotion des secteurs à forte intensité de la main-d'œuvre ou à effet multiplicateur élevé dans toute l'économie (effet indirect sur l'ensemble de l'économie), via un accès renforcé au marché, implique l'élaboration de politiques et d'accords commerciaux qui privilégient les industries à fort potentiel de création d'emplois. Ces secteurs emploient souvent des groupes vulnérables, y compris les femmes, les jeunes et les travailleurs non qualifiés, ce qui les rend vitaux au développement socio-économique équitable. Aligner la libéralisation du commerce sur les objectifs d'emploi permet aux pays de maximiser les avantages du commerce tout en favorisant la croissance inclusive. Les principales stratégies visant la promotion des secteurs à forte intensité de la main-d'œuvre incluent :

- **Accords commerciaux préférentiels (ACPr) pour les secteurs à forte intensité d'emploi** : Les accords commerciaux doivent privilégier la réduction des droits de douane et des obstacles non tarifaires pour les industries à haut potentiel d'emploi comme l'agriculture, le textile, l'habillement, les chaussures, le tourisme et l'hospitalité. Les négociations doivent se concentrer sur les marchés qui importent des volumes significatifs de ces produits pour garantir que le commerce accru entraîne directement la création d'emplois.
- **Promotion et diversification des exportations** : Le développement de stratégies d'exportation spécifiques aux secteurs est la clé pour pénétrer aux marchés à demande croissante en biens à forte intensité de travail. À titre d'exemple, étendre les exportations agricoles aux régions à demande croissante en denrées alimentaires et diversifier les exportations manufacturières peut réduire la dépendance aux marchés traditionnels. Encourager la valeur ajoutée nationale, comme la transformation locale des biens agricoles, créera des opportunités d'emploi tout au long de la chaîne d'approvisionnement.
- **Appui aux petites et moyennes entreprises (PME)** : Les PME jouent un rôle vital dans les secteurs à forte intensité de la main-d'œuvre mais font souvent face à des défis pour accéder aux marchés. Les gouvernements peuvent soutenir les PME par l'offre d'incitations commerciales, la simplification des procédures d'accès au marché et la fourniture des programmes de renforcement des capacités pour les aider à se conformer aux normes internationales et à s'intégrer aux chaînes de valeur mondiales.

Appui aux PME et transition du secteur informel

Il est essentiel d'appuyer les petites et moyennes entreprises (PME) et de faciliter la transition des entreprises informelles vers l'économie formelle pour favoriser la création d'emplois, la croissance économique et l'amélioration de la protection sociale. Les PME et les entreprises informelles constituent des contributeurs majeurs en matière d'emploi, mais elles affrontent des obstacles significatifs, y compris l'accès limité au marché, le financement insuffisant et les défis réglementaires.

- **Faciliter accès au marché pour les PME :** Les accords commerciaux doivent inclure des clauses spécifiques pour simplifier la participation des PME par la réduction des droits de douane, la simplification des règlements et la rationalisation de la documentation. Les stratégies d'exportations nationales doivent prioriser les PME en fournissant des renseignements sur le marché, en réduisant les obstacles au commerce et en offrant des incitations à la participation aux foires commerciales et aux expositions.
- **Fournir des prêts concessionnels et des programmes de renforcement des capacités pour améliorer la compétitivité des PME :** Les plans de garantie des crédits et des exportations peuvent stimuler les prêts aux PME, notamment dans les secteurs à forte intensité de la main-d'œuvre et ceux orientés vers l'exportation. La promotion de choix de financement alternatives, tels que le capital-risque, le microfinancement et le financement participatif peut permettre la transition des PME et des entreprises informelles vers l'économie formelle. De plus, les programmes de formation ciblées en gestion des affaires, en conformité aux normes internationales et en tactiques de marketing peuvent renforcer la compétitivité des PME. Fournir une assistance technique pour améliorer la qualité des produits et obtenir des certifications étrangères peut également permettre aux PME d'accéder aux marchés mondiaux et y prospérer.
- **Formaliser les entreprises informelles :** Il est possible d'encourager les entreprises informelles à se formaliser en offrant des incitations telles que les frais d'enregistrement ou les trêves fiscales. Les régimes fiscaux simplifiés et adaptés aux petites entreprises peuvent faciliter le processus de formalisation, tandis que le renforcement des protections aux travailleurs améliorera les conditions et incitera les entreprises à passer à l'économie formelle.

Établir des liens de commerce, d'investissement et d'emploi

L'établissement de liens forts entre les politiques commerciales et les résultats en matière d'emploi garantit que l'intégration économique aboutit à une création significative d'emplois et à des conditions améliorées sur le marché de travail. Aligner les stratégies de commerce sur les objectifs du marché de travail permet de maximiser les avantages de l'emploi, atténuer les déplacements d'emplois potentiels provoqués par la libéralisation du commerce et favoriser la croissance économique inclusive. Les principales stratégies d'établissement des liens entre commerce et emploi incluent :

- **Effectuer des évaluations de l'impact de l'emploi avant la mise en place de politiques de commerce et d'investissement :** Afin de maximiser les avantages des politiques de commerce et d'investissement, il est nécessaire d'effectuer des évaluations de l'impact de l'emploi avant la conclusion des accords et la conception des politiques. Ces évaluations soulignent les implications potentielles sur la croissance et le déplacement des emplois, tout en identifiant les secteurs susceptibles de réaliser des gains ou d'affronter des obstacles. La stratégie commerciale nationale doit également intégrer les objectifs d'emploi, en mettant l'accent sur les secteurs à niveau d'emploi élevé, comme l'agriculture, la fabrication et les services. Les accords commerciaux doivent contenir des clauses ciblant les industries à forte intensité d'emploi et qui stimulent la création d'emploi locale par le biais de chaînes d'approvisionnement étroites.
- **Renforcer l'emploi des chaînes d'approvisionnement :** Soutenir les entreprises locales à intégrer les CVM au moyen de l'assistance technique et des incitations financières les aidera à répondre aux normes internationales. Encourager les sociétés multinationales à s'approvisionner localement en intrants créera des opportunités d'emploi dans les industries nationales.

- **Engager les partenaires sociaux dans la conception des politiques commerciales :** Les syndicats et les organisations d'employeurs devraient être impliqués dans l'élaboration des politiques commerciales et d'investissement afin d'assurer leur alignement avec les besoins du marché du travail et la protection des travailleurs. Cela inclut l'institutionnalisation des consultations tripartites pour renforcer l'inclusivité et l'efficacité des liens entre le commerce et l'emploi.

Renforcer la capacité institutionnelle

Le renforcement de la coordination institutionnelle permet d'aligner les politiques de commerce, d'investissement et d'emploi, optimisant ainsi leur influence sur la création d'emploi et le développement durable. Il aide à minimiser les redondances, renforcer la cohérence des politiques et assurer la centralité des objectifs d'emploi au développement des politiques commerciales. Les principales stratégies visant à renforcer la coordination institutionnelle incluent :

- **Établir des mécanismes de coordination interministérielle :** Mettre en place des comités interministériels en vue d'intégrer la politique de commerce, d'emploi, et d'investissement. Inclure des membres des principaux ministères—comme le commerce, le travail, l'éducation et les finances— pour permettre l'élaboration de politiques intégrées.
- **Élaborer des cadres de politiques unifiés :** Intégrer les initiatives de commerce, d'emploi et d'investissement dans un plan cohérent de développement national et éliminer les chevauchements. Utiliser des cadres comme les politiques nationales de l'emploi (PNE) pour lier la politique commerciale aux exigences du marché de travail.
- **PPP :** Collaborer avec les acteurs du secteur privé pour assurer que les politiques de commerce et d'investissement encouragent la croissance du secteur privé et la création d'emplois. Impliquer les gens d'affaires dans l'élaboration des politiques garantit l'alignement avec les réalités du marché.
- **Autonomiser les institutions de commerce, d'investissement et de travail :** Renforcer la capacité des organismes d'exportation et de promotion de l'investissement et des ministères du travail à formuler et mettre en œuvre des politiques axées sur l'emploi. Fournir une assistance technique pour augmenter leur aptitude à analyser et à faire face aux conséquences en matière de commerce, d'investissement et d'emploi.
- **Favoriser la collaboration régionale et internationale :** Aligner les cadres locaux sur les accords régionaux tels que la ZLECAf pour améliorer l'intégration régionale et la mobilité de la main-d'œuvre. Collaborer avec des organisations comme l'OIT et l'OMC pour adopter les meilleures pratiques en matière d'intégration des politiques de commerce et d'emploi.
- **Institutionnaliser le dialogue social :** Impliquer les syndicats et les organisations d'employeurs dans l'élaboration des politiques afin de garantir l'inclusivité et la prise en compte de diverses perspectives. Mettre en place des outils de dialogue tripartite pour favoriser le consensus et renforcer l'efficacité des politiques. Les organisations de la société civile peuvent également être intégrées lorsque cela est nécessaire et faisable, afin de représenter divers groupes au sein de la société, y compris les populations marginalisées et vulnérables.
- **Créer des systèmes de S&E :** Développer des outils efficaces de suivi et d'évaluation (S&E) pour suivre les effets des politiques de commerce et d'investissement sur les l'emploi. Utiliser le retour d'information guidé par des données pour ajuster les politiques et améliorer la coordination institutionnelle en réponse aux développements économiques.

Incorporation de l'emploi dans les politiques d'investissement

Cette section souligne les recommandations stratégiques pour intégrer les objectifs de l'emploi dans les politiques d'investissement, tout en soulignant les secteurs jugés essentiels pour la région du sud de la Méditerranée dans le cadre du programme IECI. Cette approche intègre les leçons tirées de l'Égypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie pour favoriser la transformation structurelle, la génération d'emplois et la croissance durable.

Priorisation des secteurs clés

La concentration sur les secteurs à large potentiel de création d'emplois et de croissance économique est vitale pour la région sud de la Méditerranée afin de parvenir à un développement équitable et durable. En exploitant les atouts locaux et en éliminant les obstacles à la croissance, les gouvernements pourraient offrir de réelles opportunités au niveau de populations diverses. Les enseignements tirés des rapports du programme IECI en Égypte, en Jordanie, au Maroc et en Tunisie offrent un plan directeur pour prioriser ces industries et libérer leur plein potentiel.

► Secteurs à fort potentiel de création d'emplois

Les secteurs clés dans la région du sud de la Méditerranée servent de moteur de croissance et d'emploi. La fabrication joue un rôle crucial, notamment en Égypte, où les industries telles que le textile, les vêtements et les produits chimiques produisent des emplois aux différents niveaux de compétence. En Tunisie et au Maroc, la fabrication mécanique, électrique et automobile stimulent l'activité économique, avec le secteur automobile au Maroc liant les talents locaux aux chaînes de valeur mondiales et produisant des milliers d'emplois.



© iStock/Wirestock/Maroc

L'énergie renouvelable constitue un autre domaine potentiel. Les projets solaires et éoliens en Jordanie et au Maroc ne répondent pas uniquement aux préoccupations en matière d'énergie mais génèrent aussi des emplois qualifiés en infrastructure et en maintien. L'innovation du Maroc en énergie solaire souligne comment les emplois verts peuvent lier entre progrès économique et durabilité.

L'agriculture constitue également un domaine extrêmement prometteur. Le Plan Maroc Vert démontre comment les investissements ciblés peuvent autonomiser les populations rurales, notamment les femmes, en fournissant des emplois dans les chaînes de valeur. En Égypte, les investissements ciblés en technologie agricole et en infrastructure peuvent accroître la productivité et améliorer la qualité de l'emploi.

Les TIC et le tourisme relient les vieilles industries aux exigences actuelles. Le secteur TIC en Tunisie offre aux jeunes des perspectives hautement qualifiées et orientées vers l'exportation, tandis que la stratégie des services numériques en Égypte ouvre des opportunités dans les industries axées sur la technologie. De même, le tourisme, notamment l'écotourisme et la préservation culturelle, relève une importance

cruciale en Jordanie, puisqu'il produit des emplois pour les femmes et les jeunes tout en honorant le patrimoine de la région.

► **Considérations stratégiques pour la priorisation des secteurs**

Pour maximiser l'impact des secteurs prioritaires, les gouvernements doivent mettre l'accent sur les caractéristiques qui renforcent leurs avantages. Les industries à haut multiplicateur d'emploi, comme le textile, créent des opportunités pour les groupes sous-représentés, tels que les femmes et les jeunes. Les secteurs à haut potentiel d'exportation, comme l'industrie automobile du Maroc ou les exportations horticoles de l'Égypte, promeuvent la croissance au-delà des frontières intérieures. Aligner les objectifs sectoriels sur ceux de l'économie verte garantit une croissance durable, alors que l'intégration des industries dans les chaînes de valeur régionales et mondiales favorise la création d'emplois, le transfert des connaissances et l'innovation.

Toutefois, les difficultés spécifiques aux secteurs doivent être résolues. Le secteur de fabrication souffre des restrictions non tarifaires limitant la compétitivité, tandis que les PME agricoles manquent parfois d'accès aux capitaux nécessaires pour leur expansion. Les solutions ciblées à ces limitations peuvent libérer le potentiel de chaque secteur.

Les gouvernements peuvent prendre de nombreuses initiatives pour soutenir ces secteurs. Les incitations adaptées aux investissements, comme les réductions d'impôt pour les projets énergétiques ou les subventions à la modernisation des systèmes de fabrications, peuvent encourager la croissance. Les partenariats public-privé réunissent les ressources et l'expertise pour financer les projets d'infrastructure et les programmes de formation professionnelle. De plus, les systèmes de données efficaces sont essentiels pour suivre les progrès réalisés et assurer que les investissements produisent des résultats concrets. Aligner les programmes d'enseignement et de formation sur les exigences de l'industrie produira également une main-d'œuvre formée pour soutenir la croissance dans ces secteurs à fort potentiel.

Lier les incitations à l'investissement aux objectifs d'emploi

Afin que la région du sud de la Méditerranée puisse réaliser son potentiel économique, les investissements ne doivent pas juste stimuler la croissance mais aussi contribuer à l'emploi inclusif. Lier les incitations à l'investissement à la création d'emplois de qualité et au développement des travailleurs garantit que les transformations économiques puissent bénéficier à tous les domaines. Les leçons tirées de l'Égypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie offrent une feuille de route claire pour mettre en œuvre les cibles d'emploi contenues dans les stratégies d'investissement et soutenir la croissance durable et inclusive.

► **Associer les investissements à la création d'emploi**

Pour assortir les investissements à l'emploi, les incitations doivent récompenser les résultats des travailleurs. En Tunisie, les entreprises dans les industries telles que la fabrication et les TIC doivent créer des emplois pour obtenir des subventions gouvernementales. En Égypte, les industries bénéficiant de subventions à l'exportation doivent fournir des preuves de création d'emplois.

Il ne s'agit pas uniquement de la création d'emplois mais aussi du développement des compétences. Il faut encourager les employeurs à investir dans la formation des travailleurs locaux et l'amélioration des conditions de travail. Le Maroc combine la formation professionnelle à l'agriculture et la fabrication, tandis que la Tunisie lie entre formation et politiques industrielles dans les secteurs automobile et électronique.

L'inclusivité est cruciale, puisqu'elle permet d'éliminer les obstacles au travail des femmes et des jeunes. En Jordanie, un accent particulier est mis sur les projets produisant des emplois pour les femmes. En outre, lier les investissements à la durabilité, comme dans les initiatives d'énergie renouvelable au Maroc, garantit que le développement de l'emploi corresponde aux objectifs environnementaux, ce qui permet de créer des emplois et de promouvoir les travailleurs locaux.

► Mettre en application les politiques

Les incitations fiscales sont puissantes lorsqu'elles sont couplées à des cibles d'emploi explicites. En Tunisie, les entreprises orientées vers l'exportation doivent embaucher un nombre minimum de travailleurs locaux. L'Égypte offre des subventions aux entreprises impliquées dans la formation et la création d'emplois à long terme. Les PPP dans les projets d'énergie renouvelable en Jordanie contribuent au renforcement de l'infrastructure et la création d'emplois locaux, illustrant les avantages des ressources mises en commun. De plus, les méthodes de suivi, telles que la stratégie d'accélération industrielle du Maroc, assure la responsabilisation et permet de suivre les résultats en matière d'emploi.

► Relever les défis en cours de route

Aligner les ambitions des investisseurs aux priorités gouvernementales peut s'avérer délicat. Des critères clairs sont nécessaires pour la création d'emplois et l'inclusion. Concilier la qualité et la quantité de travail constitue un défi, mais associer les incitations aux normes internationales du travail aide à assurer une compensation équitable et des perspectives de croissance. Encourager le transfert des technologies parallèlement à la création d'emplois peut contribuer à la modernisation des industries.

► Prendre des mesures

Les décideurs politiques doivent intégrer la création d'emploi, la diversité des genres et l'emploi dans des jeunes aux incitations conditionnelles. Les revenus d'investissement doivent financer la formation de la main-d'œuvre et soutenir les petites entreprises. Les cadres régionaux comme la ZLECAf peuvent accroître l'impact des politiques liées. De plus, reconnaître les entreprises qui réalisent les cibles en matière d'emploi peut créer une concurrence saine et promouvoir la responsabilité des sociétés.

Soutenir les petites et moyennes entreprises (PME)

Les petites et moyennes entreprises (PME) constituent l'épine dorsale de l'économie de la région MENA, générant de la croissance, de l'innovation et une création d'emplois. Dans des pays comme l'Égypte et la Tunisie, les PME représentent 89 % et 90 % des entreprises respectivement, et constituent des principaux participants aux domaines tels l'agriculture et les TIC. Bien qu'importantes, les PME affrontent des problèmes substantiels, dont l'accès restreint au capital, la complexité des lois et les difficultés d'entrée sur les plus grands marchés. Résoudre ces difficultés permettra de libérer le potentiel des PME afin de générer une croissance économique inclusive et durable.

► Rôle vital des PME

Les PME sont essentielles, non seulement à la croissance économique, mais aussi à la création d'emplois. En Égypte, les PME dominent des secteurs comme les services, l'alimentation et les textiles, tandis qu'en Tunisie, elles constituent la base du secteur privé, notamment dans la fabrication et les technologies. Les PME contribuent à la diversité et la résilience économiques, en assurant la dispersion de la croissance sur de multiples industries et régions.

Toutefois, les PME affrontent des problèmes tels que l'accès limité au capital en raison des risques perçus élevés et les garanties insuffisantes, ainsi que les obstacles réglementaires qui entravent l'expansion sur le marché. De plus, la pandémie COVID-19 a exposé leur vulnérabilité aux chocs économiques, avec plusieurs d'entre elles manquant de ressources nécessaires pour surmonter les interruptions prolongées.

► Stratégies de soutien aux PME

- **Accès au financement** : Les initiatives telles que les dispositifs de garantie des crédits en Tunisie et les prêts concessionnels en Jordanie assistent les PME pour accéder aux fonds dont ils ont besoin pour croître et créer des emplois.
- **Renforcement des capacités** : Des programmes au Maroc et en Égypte forment les PME aux compétences numériques et aux services de développement des affaires, ce qui permet leur expansion et le maintien de leur compétitivité sur les marchés mondiaux.
- **Accès aux marchés** : Les accords de facilitation des échanges en Jordanie et les programmes de soutien à l'exportation en Tunisie aident les PME à pénétrer aux chaînes de valeur régionales, notamment dans des domaines comme la fabrication et l'électronique.
- **Transformation numérique** : Le Maroc est à l'avant-garde par la promotion du commerce électronique et des paiements numériques, alors que les projets de numérisation en Égypte créent de nouvelles opportunités aux PME pour atteindre de nouveaux marchés et optimiser leurs opérations.
- **Règlements simplifiés** : Les efforts déployés par la Tunisie en vue de rationaliser les processus d'enregistrement et les processus fiscaux encouragent les entreprises à se formaliser, tandis que les procédures de dédouanement améliorées en Jordanie réduisent les coûts et les retards pour les exportateurs.

► Créer un écosystème favorable

Les gouvernements et les acteurs du secteur privé doivent coordonner pour maximiser ces efforts. Les investissements dans les domaines à fort impact, comme l'agriculture au Maroc et les TIC en Tunisie permettront de canaliser les ressources de manière efficace. Les accords commerciaux doivent permettre aux PME d'accéder à des marchés plus larges, alors que les partenariats public-privé (PPP) peuvent aider au développement des infrastructures et des formations adaptées aux besoins des petites entreprises.

Renforcer l'intégration régionale

L'intégration régionale présente à la région MENA des potentiels clés pour promouvoir la croissance économique, créer des emplois durables et diversifier les échanges. En s'associant, les pays peuvent pallier les obstacles communs, accéder à des marchés plus larges et simplifier la circulation transfrontière des marchandises. Les programmes tels que l'IECI démontrent comment la coopération régionale—bien que limitée en pratique—peut créer une prospérité partagée et dénicher le potentiel inexploité en Égypte, en Jordanie, au Maroc et en Tunisie.

► Stratégies pour le renforcement de l'intégration

Pour profiter vraiment de l'intégration, les pays doivent capitaliser sur les accords existants comme la ZLECAf et la GZALE. Les initiatives de la Tunisie et du Maroc pour réduire la dépendance aux marchés européens par la promotion du commerce intra-africain soulignent le potentiel de ces accords. Les principales stratégies incluent :

- **Investir dans l'infrastructure pour un commerce transfrontalier plus simple** : L'investissement du Maroc dans la logistique et le transport a permis de renforcer les échanges et la connectivité avec les marchés africains.

- **Simplifier les procédures de dédouanement et unifier les normes commerciales** : Les plateformes numériques d'exportation de la Jordanie démontrent comment les processus rationalisés peuvent accélérer le commerce et améliorer son efficacité par rapport au coût.
- **Intégration sectorielle** : Les pays doivent se concentrer sur les industries dans lesquelles ils possèdent des avantages compétitifs, comme l'agriculture, l'énergie renouvelable et la fabrication. Par exemple, la puissance agricole de l'Égypte permet de fournir des produits très demandés aux marchés africains. La création de chaînes de valeur régionales dans la transformation des aliments et les textiles est également une option viable.

► Défis à relever

L'intégration régionale comporte des difficultés multiples, y compris les obstacles au commerce, telles que les mesures non-tarifaires, les lois contraignantes ainsi que les barrières culturelles. Les efforts de la Tunisie en vue d'atteindre les marchés du Maghreb et de l'Afrique soulignent la nécessité de normes unifiées au niveau de la région.

Les déficiences des infrastructures, particulièrement dans des pays comme la Jordanie et l'Égypte, augmentent les prix et limitent les possibilités de commerce.

La coordination des politiques reste un sujet de préoccupation, les stratégies diversifiées au niveau des pays nuisant aux efforts régionaux. Le Maroc et la Tunisie ont appelé à un alignement plus étroit des politiques pour assurer la réussite des initiatives régionales.

► Ce qui doit se passer

Pour avancer, les pays doivent **renforcer la coopération à travers les accords régionaux** comme la ZLECAf et la GZALE. La réduction des droits de douane, l'harmonisation des normes et la facilitation de mobilité de la main-d'œuvre peuvent rendre le commerce plus accessible et efficient.

L'investissement dans l'infrastructure transfrontalière—transports, énergie et systèmes numériques—permettra de renforcer la connectivité et diminuer les coûts commerciaux. De même, **soutenir les PME** par les ressources financières, la formation technique et l'assistance pour répondre aux normes commerciales est crucial pour une intégration régionale équitable. En outre, les centres régionaux de facilitation du commerce dotés d'installations douanières modernes, de soutien logistique et de plateformes numériques peuvent accélérer les processus de commerce. Enfin, les PPP sont essentiels pour relever les défis et mettre en place des solutions ciblées pour les entreprises et les travailleurs.

Renforcement des capacités et formation : Mettre en œuvre des politiques efficaces pour assurer l'équilibre entre commerce, investissement et emploi

L'alignement des politiques de commerce, d'investissement et d'emploi est indispensable pour favoriser le développement économique durable et la croissance inclusive. Pour ce faire, les gouvernements doivent prioriser le renforcement des capacités et la formation en tant que composantes clés pour la création de cadres institutionnels robustes et améliorer les capacités des parties prenantes sur tous les niveaux. En investissant dans ces domaines, les décideurs politiques, les institutions et la main-d'œuvre peuvent être équipés des outils nécessaires à la conception et la mise en œuvre des politiques qui permettent une harmonisation efficace des objectifs de commerce, d'investissement et d'emploi.

Développement de la main-d'œuvre pour intégration des politiques et résilience économique

Face à la mondialisation, aux avancées technologiques et aux dynamiques commerciales changeantes, le développement de la main-d'œuvre est devenu la clé de voûte pour aligner les politiques économiques sur les résultats tangibles en matière d'emploi. L'aptitude à doter les individus de compétences appropriées, à soutenir les projets entrepreneuriaux et à créer des opportunités équitables garantit que les politiques commerciales et d'investissement ne sont pas seulement des idées sur papier, mais des moteurs de changement réel et durable. Les enseignements du programme IECI, ainsi que les leçons tirées de l'Égypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie, soulignent l'importance de créer une main-d'œuvre prête aux défis d'aujourd'hui—et de demain.

► Perfectionnement des compétences et reconversion professionnelle : Se préparer aux changements

À mesure que les industries évoluent, la main-d'œuvre doit faire de même. La libéralisation et l'automatisation du commerce, ainsi que la création d'opportunités, peuvent aussi provoquer le déplacement des travailleurs. Les programmes de reconversion professionnelle sont essentiels pour aider ces individus à trouver leur équilibre dans les industries à forte demande. À titre d'exemple, le Maroc a mis en œuvre des initiatives pour aider les travailleurs de textile dans la transition vers des rôles dans les secteurs en croissance.

La révolution numérique ajoute un autre niveau d'urgence. La Vision Égypte 2030 comporte la formation aux compétences pour préparer sa main-d'œuvre aux opportunités de commerce électronique, de travail à distance et de domaines axées sur la technologie. Ces efforts sont particulièrement importants pour les femmes et les jeunes, qui affrontent souvent des obstacles uniques à l'entrée. Les programmes sexospécifiques de renforcement des compétences en Tunisie illustrent comment les interventions ciblées peuvent faire une différence, en stimulant la participation des femmes dans les industries orientées vers l'exportation.

► Autonomiser les entrepreneurs

L'entrepreneuriat est beaucoup plus qu'un mot à la mode— c'est un chemin vers l'innovation, l'emploi et la croissance économique. Conscients de ce fait, la Jordanie et le Maroc œuvrent à alimenter les écosystèmes entrepreneuriaux en réduisant les obstacles à l'entrée des entreprises et en offrant des opportunités de mentorat.

Les femmes, en particulier, sont confrontées à des défis d'accès au financement et aux réseaux. La Tunisie et l'Égypte ont réagi par la création de programmes adaptées aux entrepreneuses, pour les aider à naviguer les chaînes de valeur mondiales et à réussir sur les marchés compétitifs. L'accès au financement reste une pièce essentielle du puzzle. L'intégration des PME dans les systèmes financiers formels par le Maroc sert de modèle pour assurer que les entrepreneurs possèdent les ressources dont ils ont besoin pour s'épanouir.

► Bâtir une main-d'œuvre inclusive

Pour être efficace, le développement de la main-d'œuvre doit impérativement être inclusif. La participation des femmes à la population active dans la région MENA est parmi les plus faibles à l'échelle mondiale, mais des programmes comme ceux de la formation professionnelle en Tunisie et les initiatives de garde d'enfants en Jordanie commencent à relever les défis structurels.

Pour les jeunes, le défi est bien clair : le taux de chômage élevé dans des pays tels que la Jordanie et l'Égypte appelle des solutions qui offrent des voies réelles pour rejoindre la main-d'œuvre. Les programmes de stages solides et les opportunités d'emploi de début de carrière sont essentiels, particulièrement dans les secteurs à forte croissance comme les TIC et la logistique.

L'inclusivité doit également s'étendre aux groupes marginalisés. En Jordanie, les initiatives qui fournissent des formations et des autorisations de travail aux réfugiés soulignent comment le développement de la main-d'œuvre peut être à la fois inclusif et pragmatique, en bénéficiant aux individus qu'à l'économie en général.

► Renforcer les institutions du marché du travail

Les institutions du marché de travail sont le pont entre politiques et individus. Les agences publiques d'emploi au Maroc et en Égypte utilisent la technologie pour mieux appairer les demandeurs d'emploi avec des opportunités, tout en assurant que leurs compétences correspondent à la demande. En Tunisie, l'Observatoire National de l'Emploi en Tunisie joue un rôle vital dans l'identification des lacunes de compétences et dans l'adaptation des programmes de formations en vue de les combler.

La protection sociale constitue une autre pierre angulaire du développement de la main-d'œuvre. Les programmes visant à formaliser les emplois informels et à étendre la couverture d'assurance sociale assurent aux travailleurs la stabilité dont ils ont besoin pour la transition entre emplois ou secteurs. Ces filets de sécurité ne sont pas juste un bien social—mais une nécessité économique pour renforcer la résilience en temps de changement.

Renforcer les cadres institutionnels pour l'intégration des politiques

Dans une région comme le MENA, où les politiques de commerce, d'investissement et d'emploi se croisent de façons complexes et dynamiques, la puissance des cadres institutionnels peut déterminer le succès des politiques. L'intégration efficace de ces domaines n'est pas juste une nécessité technique—c'est un impératif stratégique pour stimuler une croissance durable, créer des emplois et relever les défis régionaux. S'appuyant sur les enseignements du programme IECI et les expériences de l'Égypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie, nous explorons comment le renforcement des institutions peut ouvrir la voie à l'élaboration des politiques cohérentes et influentes.

► Pourquoi la coordination institutionnelle est importante

L'intégration des politiques nécessite un langage commun et une vision partagée entre les parties prenantes. Pourtant, dans plusieurs pays de la région MENA, les structures institutionnelles fragmentées entraînent souvent des efforts disjointes. À titre d'exemple, la multiplicité des acteurs d'élaboration des politiques de commerce et d'investissement au Maroc a parfois provoqué des inefficacités. La solution consiste à favoriser la coordination interministérielle—réunir les principaux acteurs dans le cadre d'une stratégie unifiée. La Tunisie démontre le potentiel de l'alignement des politiques sectorielles sur un plan de développement national, créant ainsi des synergies entre les objectifs de commerce, d'investissement et d'emploi.

Toutefois, la coordination seule n'est pas suffisante sans capacités. Les institutions ont besoin de personnes autonomes qui comprennent les interactions entre les différents domaines de politique. La concentration de la Jordanie sur l'assistance technique et le renforcement des capacités est un pas dans la bonne direction, en dotant les décideurs politiques des outils nécessaires pour penser de façon découplée et parvenir à des solutions intégrées.

► Données : Les bases de l'élaboration de politiques intelligentes

Dans le monde d'aujourd'hui guidé par les données, l'aptitude à collecter, analyser et agir en fonction des informations est non négociable. Cependant, les lacunes dans les données sur le marché du travail et le commerce constituent toujours un défi pour les pays de la région MENA. Le Maroc et la Tunisie, à titre d'exemple, ont souligné l'absence de systèmes de données complets en tant qu'obstacle à l'élaboration de politiques fondées sur des preuves. Le renforcement des systèmes statistiques nationales est bien plus qu'une tâche bureaucratique—c'est l'épine dorsale de la prise de décision éclairée.

L'accent mis par l'Égypte sur le suivi et l'évaluation illustre comment les données peuvent créer une boucle de retour d'information, permettant aux gouvernements d'adapter les politiques en temps réel. Pareillement, les collaborations régionales soutenues par le programme IECI permettent aux pays de partager des enseignements guidés par des données et de renforcer les capacités collectives.

► Le puzzle réglementaire

Aucune institution ne peut fonctionner effectivement dans un dédale de règlements de règlements complexes. Pour les PME en Jordanie, à titre d'exemple, les longues procédures bureaucratiques et les obstacles non-tarifaires gonflent les coûts et freinent la croissance. La simplification des processus administratifs ne consiste pas seulement en réduction des formalités administratives ; il s'agit de créer un environnement où les entreprises peuvent prospérer et contribuer à l'économie.

La transparence et la responsabilisation sont tout aussi critiques. En Tunisie, le chevauchement des mandats et la rigidité des cadres ont entravé la mise en œuvre efficace. Par la rationalisation des structures institutionnelles et la clarification des rôles, les gouvernements peuvent réduire les redondances et renforcer la confiance du public.

Enfin, il reste le secteur informel— moteur inexploité de croissance. Les politiques du Maroc qui visent à intégrer les entreprises informelles aux structures formelles et à favoriser la participation des PME aux chaînes de valeur mondiales offrent un modèle de la manière par laquelle les réformes ciblées peuvent libérer le potentiel.

► Apprendre de partenariats régionaux et mondiaux

Aucun pays ne fonctionne en vase clos. Les défis auxquels font face les pays de la région MENA sont communs, tout comme les opportunités. Les cadres régionaux comme le plan d'investissement extérieur de l'Union Européenne (PIE) présentent des leçons précieuses sur la coordination institutionnelle. À travers les partenariats avec des organisations telles que l'OCDE et l'ITC, le programme IECI démontre comment la collaboration internationale peut consolider les cadres institutionnels, renforcer la cohérence des politiques et mobiliser les ressources.

L'alignement à l'échelle mondiale est également important. Les efforts déployés par la Tunisie pour adopter les normes internationales de travail et de commerce démontrent comment les politiques harmonisées peuvent renforcer la crédibilité et faciliter l'intégration aux chaînes de valeur mondiales. Ces alignements n'ouvrent pas juste des voies—ils construisent des ponts vers de nouveaux marchés et de nouvelles opportunités.

Suivi et évaluation : Renforcer l'élaboration des politiques et assurer la création d'emplois décents

Le suivi et d'évaluation (S&E) font partie intégrante de l'élaboration de politiques efficaces, notamment dans l'alignement des politiques de commerce et d'investissement sur les objectifs d'emploi. En effectuant des évaluations systématiques de l'impact des politiques sur la création d'emploi, le S&E facilite la prise de décision fondée sur des preuves, soutient les ajustements des politiques et assure que les avantages des politiques se traduisent par des opportunités de travail décent.

Le rôle du suivi et de l'évaluation pour assurer la cohérence des politiques

Le suivi et d'évaluation (S&E) sont indispensables à l'harmonisation des politiques d'emploi, de commerce et d'investissement. En effectuant des évaluations systématiques de l'impact des stratégies économiques, le S&E assure l'alignement des politiques sur les objectifs d'emploi, favorisant ainsi l'inclusivité et l'adaptabilité. Cette approche dynamique permet aux décideurs politiques d'affiner les interventions et de relever proactivement les défis, ce qui permet de renforcer la cohérence des politiques dans le sud de la Méditerranée et au-delà.

- **Intégrer les métriques d'emploi dans la conception des politiques** : Les cadres de S&E sont essentiels à l'intégration des objectifs d'emploi aux stratégies économiques, assurant l'alignement entre secteurs. L'incorporation des métriques d'emploi, telle que la création d'emplois, les conditions de travail et les changements sectoriels, permet aux politiques de commerce et d'investissement de prioriser les résultats du marché de travail. À titre d'exemple, le programme IECI a préconisé l'inclusion des indicateurs de qualité d'emploi aux accords commerciaux pour mettre l'accent sur la croissance équitable. L'alignement transsectoriel réduit davantage les conflits entre politiques. Par l'évaluation de la manière dont les politiques de commerce, d'emploi et d'investissement interagissent, les gouvernements peuvent éviter les scénarios dans lesquels le progrès réalisé dans l'un des domaines entrave les objectifs d'emploi dans un autre.
- **Renforcer la collaboration entre les parties prenantes** : Le dialogue social, enrichi par les enseignements du S&E, permet de renforcer la collaboration entre gouvernements, employeurs et travailleurs, assurant des politiques inclusives et équilibrées. Les conclusions du S&E servent de référence commune pour l'engagement tripartite, favorisant le consensus sur les priorités. En Tunisie, les évaluations de l'impact des politiques de commerce ont guidé des ajustements collaboratifs, alignant les initiatives économiques aux objectifs d'emploi. Les mécanismes de retour d'information créent une boucle continue entre décideurs politiques et parties prenantes, assurant que les défis émergents sont relevés et que les nouvelles opportunités sont exploitées.
- **Identifier les lacunes et les chevauchements dans la mise en œuvre des politiques** : Un cadre de S&E solide révèle les incohérences et les inefficacités, permettant aux interventions ciblées d'améliorer les résultats en matière de politiques. En identifiant les déséquilibres sectoriels, les évaluations mettent en évidence les domaines où la libéralisation du commerce peut entraîner des pertes d'emploi, guidant ainsi la mise en œuvre des mesures de soutien. Par exemple, les évaluations au Maroc ont souligné l'importance de la formation professionnelle dans les zones rurales pour compenser les effets des réformes du commerce agricole. De même, le S&E permet d'éviter les redondances en rationalisant la mise en œuvre des programmes au niveau des ministères, assurant une allocation efficace des ressources et une meilleure coordination des opérations.
- **Promouvoir la prise de décision fondée sur des preuves** : Les enseignements tirés du S&E transforment les interactions complexes entre les politiques en données exploitables, dotant ainsi les décideurs des outils nécessaires à la conception de stratégies influentes. Les ajustements guidés par les données permettent aux décideurs politiques de peaufiner les incitations à l'investissement et les programmes d'emploi pour une création maximale d'emploi. Le programme IECI a démontré la valeur de l'alignement entre mesures de libéralisation du commerce et politiques de protection sociale, assurant que les avantages de la croissance économique sont largement partagés. Le suivi régulier appuie également l'adaptabilité en temps réel, permettant aux gouvernements de parer aux conséquences imprévues, telles que le déplacement des emplois ou la stagnation des salaires à travers des mesures correctives en temps opportun.

- **Renforcer les capacités institutionnelles en vue de la cohérence** : Le S&E permet d'édifier les cadres institutionnels nécessaires pour l'alignement efficace des politiques, favorisant la responsabilisation et la collaboration entre les principaux acteurs. Les initiatives de renforcement des capacités, comme celles du programme IECI, permettent de doter les organismes statistiques nationaux et les décideurs politiques des compétences nécessaires pour effectuer des évaluations complètes. Ceci permet de renforcer la capacité institutionnelle à évaluer et à affiner les politiques sur la base de données empiriques. La transparence dans la présentation des rapports renforce encore la responsabilisation, assurant que les politiques restent centrées sur les objectifs sociaux et d'emploi.

Concevoir des cadres de suivi efficaces pour les politiques axées sur l'emploi

Les cadres de suivi efficaces sont indispensables à l'évaluation des politiques de commerce et d'investissement, assurant leur alignement sur les objectifs de travail décent. En établissant des objectifs clairs, des systèmes de données robustes et des processus inclusifs des parties prenantes, ces cadres permettent aux gouvernements d'évaluer les progrès réalisés, de combler les lacunes et d'affiner les stratégies en temps réel.

- **Établir des objectifs et des métriques clairs** : Le suivi commence par l'établissement d'objectifs clairs et mesurables qui reflètent les priorités d'emploi. Les métriques doivent aller au-delà de la quantité d'emplois pour inclure leur qualité et leur inclusivité, ainsi que les effets spécifiques au secteur. Les indicateurs centrés sur l'emploi—comme le nombre total d'emplois créés, les niveaux des salaires, les conditions de travail et les transitions de l'emploi informel vers l'emploi formel—sont essentiels. Le programme IECI, par exemple, souligne la valeur du suivi de la formalisation des travailleurs comme mesure principale de succès. Les objectifs spécifiques au secteur sont également importants, mettant l'accent sur les industries telles que la fabrication, les TIC ou l'agroalimentaire, à haut potentiel d'emploi. Aligner ces indicateurs sur les références mondiales, comme les objectifs de développement durable des Nations Unies (ODD), notamment l'ODD 8 sur le travail décent, assure la cohérence avec les objectifs plus larges de développement.
- **Assurer la collecte de données complètes** : Les données de qualité constituent l'épine dorsale de tout cadre de suivi. Les données fiables sur le marché de travail, le commerce et l'investissement sont nécessaires pour saisir les effets nuancés des interventions des politiques. Le renforcement des systèmes statistiques nationaux est une priorité pour les pays comme le Maroc et la Tunisie, où les investissements dans la capacité statistique ont amélioré le suivi des tendances d'emploi. L'incorporation de la collecte de données en temps réel à travers les enquêtes ciblées permet de procéder à des ajustements des politiques en temps réel. Les partenariats avec les organisations internationales comme l'OIT et l'OCDE enrichissent davantage la qualité des données, en donnant accès à des analyses comparatives et aux meilleures pratiques mondiales qui renforcent la fiabilité des cadres locaux.
- **Engager les parties prenantes de la conception des cadres** : L'inclusivité des cadres de suivi repose sur la collaboration entre diverses parties prenantes. Les gouvernements, les employeurs et les représentants des travailleurs doivent concevoir ces systèmes conjointement pour assurer leur pertinence et leur légitimité. La collaboration tripartite offre une plateforme pour aligner les objectifs de suivi sur les réalités du marché du travail, comme on le voit en Tunisie et au Maroc, où les apports des parties prenantes sont essentiels aux systèmes de suivi et d'évaluation. La société civile et les établissements universitaires apportent une profondeur et une diversité au processus, tandis que l'implication du secteur privé assure que les cadres abordent le développement de la main-d'œuvre, l'intégration des PME et autres indicateurs liés aux affaires.

- **Incorporer les mécanismes de retour d'information :** Les cadres de suivi dynamique évoluent en intégrant des retours d'information réguliers par les parties prenantes, assurant qu'ils demeurent réactifs face aux conditions économiques changeantes. Les boucles d'examen des politiques présentent des opportunités structurées pour évaluer les progrès et identifier les points à améliorer. Les plateformes de dialogue social en Sud-Méditerranée ont réussi à profiter des mécanismes pareils pour affiner les politiques de commerce et d'emploi. Le retour d'information par les travailleurs et la communauté permet d'améliorer le suivi en capturant les effets au niveau local, tels que les améliorations de la qualité d'emploi ou de l'inclusion économique.
- **Assurer la transparence et l'accessibilité :** La transparence est essentielle pour favoriser la confiance et la responsabilisation dans les efforts de suivi. La présentation de rapports publics et les plateformes accessibles permettent aux parties prenantes de suivre les progrès réalisés et de s'engager de manière constructive avec les décideurs politiques. La publication des conclusions dans des formats accessibles, comme en Jordanie et au Maroc, aide les parties prenantes à suivre les effets des politiques de commerce et d'investissement sur l'emploi. Les tableaux de bord numériques contribuent à améliorer la visibilité des données en temps réel, les portails en ligne en Tunisie servent de modèle de la manière par laquelle les cadres de suivi fournissent des enseignements exploitables tant aux décideurs politiques qu'au public.
- **Renforcer les capacités institutionnelles de suivi :** L'efficacité des cadres de suivi dépend de la capacité des institutions chargées de leur mise en œuvre. Les investissements dans la formation et les ressources assurent que les fonctionnaires gouvernementaux peuvent effectuer des évaluations approfondies. Le programme IECI a souligné que le renforcement des compétences en matière d'analyse des données, de développement d'indicateurs et de présentation de rapports était essentiel au suivi efficace. La coordination interministérielle renforce davantage les cadres de suivi en favorisant la collaboration entre les agences de commerce, d'emploi et d'investissement, assurant ainsi des politiques cohérentes et des évaluations complètes.

Faciliter les ajustements des politiques à travers l'évaluation

L'évaluation sert de pierre angulaire aux systèmes de suivi et d'évaluation (S&E), permettant aux gouvernements d'affiner les politiques de commerce et d'investissement pour s'aligner mieux aux objectifs d'emploi. En identifiant les lacunes, les conséquences imprévues et les opportunités d'amélioration, les évaluations assurent que les politiques demeurent efficaces, équitables et adaptatives aux paysages économiques changeants.

- **Identifier les lacunes des politiques et les conséquences imprévues :** Les évaluations jouent un rôle pivot dans la découverte des écarts entre les intentions des politiques et leurs résultats, offrant des voies à des corrections en temps opportun. Les vulnérabilités sectorielles émergent souvent lorsque les industries ou les groupes de travailleurs affrontent des effets disproportionnés de la libéralisation du commerce et des flux d'investissement. À titre d'exemple, les évaluations effectuées dans le cadre du programme IECI ont permis d'identifier des déplacements d'emploi significatifs dans les secteurs à forte intensité de la main-d'œuvre comme le textile, incitant la conception d'initiatives de soutien ciblées, y compris la formation professionnelle et l'aide financière. De même, les évaluations ventilées par genre, âge et région révèlent des défis d'équité et d'inclusion, comme en Tunisie, où les conclusions ont abouti à l'élaboration de politiques commerciales tenant compte des questions de genre et qui promeuvent la promotion des femmes aux secteurs orientés vers l'exportation.

- **Conduire des révisions fondées sur des preuves :** Les enseignements exploitables tirés des évaluations permettent aux gouvernements d'adapter les politiques et de maximiser leur impact. Les accords commerciaux peuvent être révisés en se basant sur les conclusions des évaluations pour mieux protéger les secteurs vulnérables et maintenir les normes d'emploi. Le Maroc, par exemple, a ajusté ses stratégies commerciales pour mieux soutenir les PME et les communautés rurales suite aux résultats des évaluations. De même, le recalibrage des incitations à l'investissement sur la base des preuves assure que les ressources sont dirigées vers des secteurs à forte intensité d'emploi comme l'énergie renouvelable et les TIC. La Tunisie a efficacement exploité les évaluations pour attirer les investissements étrangers dans les industries à forte croissance tout en atténuant les risques de déplacement des emplois dans les secteurs traditionnels.
- **Adapter les interventions pour les travailleurs affectés :** Les évaluations fournissent un cadre pour concevoir des interventions ciblées visant à soutenir les travailleurs confrontés aux transitions économiques. Les programmes de reconversion et de perfectionnement, élaborés sur la base d'analyses de l'impact sur la main-d'œuvre, permettent de combler les écarts de compétences résultant des évolutions induites par le commerce. La Jordanie a tiré parti des enseignements des évaluations pour développer des programmes de formation axés sur les TIC, dotant ainsi les travailleurs informels ou déplacés de compétences adaptées aux nouvelles exigences du marché du travail. Les évaluations orientent également la mise en place de services de placement, facilitant la transition des travailleurs vers de nouveaux secteurs ou régions. Le Maroc a mis en œuvre avec succès de tels programmes, réduisant de manière significative les taux de chômage et d'informalité parmi les travailleurs déplacés.
- **Renforcer la cohérence des politiques à travers l'apprentissage continu :** Les évaluations favorisent la cohérence des politiques en intégrant l'apprentissage itératif aux structures de gouvernance. Les boucles de retour d'information assurent que les perspectives des parties prenantes et les effets en monde réel puissent éclairer les révisions des politiques. Les pays du sud de la Méditerranée possèdent des mécanismes institutionnalisés pour incorporer le retour d'information, notamment dans les secteurs en transformation rapide. Les évaluations permettent aussi l'élaboration de politiques dynamiques en soulignant les défis émergents, comme les perturbations technologiques ou les changements liés au climat, assurant que les politiques de commerce et d'investissement demeurent prospectives et adaptables.

Profiter du soutien international aux systèmes de suivi et évaluation

Les systèmes robustes de suivi et d'évaluation (S&E) sont cruciaux pour assurer que les politiques de commerce, d'investissement et d'emploi génèrent des résultats significatifs. L'assistance internationale soutient ces systèmes par l'expérience technique, le financement et les meilleures pratiques. Les partenariats favorisent des cadres inclusifs, fondés sur des preuves et adaptés aux normes mondiales, ce qui contribue à la promotion de meilleures politiques et d'un meilleur développement durable.

- **Accès à l'expertise et le renforcement des capacités :** Les organisations internationales procurent une assistance et une formation techniques pour augmenter la capacité en matière de S&E. Les programmes tels que l'OIT, l'OCDE et l'ITC permettent de doter les décideurs politiques de compétences importantes. À titre d'exemple, les formations appuyées par le programme IECI en Tunisie et en Jordanie ont permis d'accroître la collecte d'information, l'examen des politiques et l'analyse des effets. Les orientations adaptées abordent des problèmes uniques, tels que démontré par la collaboration du Maroc avec l'OCDE pour établir des cadres axés sur les secteurs et qui harmonisent les objectifs du commerce et de l'emploi.

- **Financement et allocation des ressources** : Les contraintes relatives aux ressources entravent les systèmes de S&E complets. Le financement international permet de combler les lacunes, améliorant ainsi les plateformes numériques et les systèmes statistiques. Les programmes financés par l'IECI ont augmenté les capacités institutionnelles dans les pays du sud de la Méditerranée. Les approches innovatrices, comme les dons et les prêts basés sur les performances, encouragent l'ouverture et la responsabilisation.
- **Faciliter le partage des connaissances** : La coopération mondiale appuie l'adoption de pratiques efficaces. La référencement par l'OCDE et l'OIT aide les pays à découvrir les faiblesses et consolider les cadres. Les initiatives régionales, comme la ZLECAf et ITC Euro Med renforcent le partage des connaissances. Les pays du sud de la Méditerranée, à titre d'exemple, ont partagé les procédures pour étudier les effets de la libéralisation du commerce sur l'emploi. Les boîtes à outils des organisations mondiales offrent des outils personnalisables pour une adoption rapide.
- **Améliorer la qualité des données** : Les données fiables et accessibles sont cruciales pour le S&E. Les relations internationales promeuvent la précision et les normes. Le Maroc et la Tunisie ont renforcé les enquêtes sur la population active à travers la coopération avec l'OIT. Les solutions axées sur la technologie, telles que les tableaux de bord numériques, offrent un suivi des politiques en temps réel, comme en témoignent les évaluations du commerce et de l'emploi en Tunisie.
- **Aligner sur les normes mondiales** : Les cadres comme les ODD intègrent les systèmes nationaux de S&E aux objectifs mondiaux. L'intégration de l'ODD 8 (travail décent et croissance économique) assure la contribution des politiques au développement durable. Les partenariats avec les organismes des Nations Unies permettent d'incorporer les cibles aux systèmes de S&E, tandis que les règles de l'OIT relative au travail mettent en exergue le travail décent, l'équité de genre et la protection sociale. Les pays du sud de la Méditerranée ont adopté ces principes dans les politiques de commerce et d'emploi, favorisant ainsi la croissance inclusive.
- **Renforcer les institutions à travers les partenariats** : Les partenariats renforcent les capacités institutionnelles du S&E. Les initiatives comme le programme IECI encouragent les ministères, les organismes statistiques et les autorités régionales à développer des unités de S&E dédiées. Les PPP contribuent à promouvoir la collecte de données, l'allocation des ressources et l'évaluation des politiques, offrant des méthodes de suivi intégrées.

Renforcer les liens entre commerce et emploi via la coopération régionale

La coopération régionale a émergé en tant que pierre angulaire pour la promotion de la croissance économique, créant des emplois, et améliorant l'intégration entre les pays du sud de la Méditerranée. En misant sur les accords multilatéraux et les initiatives conjointes, des pays comme le Maroc, la Tunisie, l'Égypte et la Jordanie ont débloqué des opportunités pour rationaliser le commerce, réduire les obstacles et intégrer leurs économies aux chaînes de valeur régionales et mondiales. Ces efforts ne stimulent pas uniquement l'activité économique, mais promeuvent aussi l'inclusivité et la durabilité dans la région.

Les initiatives de l'Union pour la Méditerranée

L'Union pour la Méditerranée (UpM) était à l'avant-garde de l'intégration régionale, pilotant des programmes visant à renforcer le commerce et l'emploi tout en favorisant la collaboration entre les pays méditerranéens.

Le programme Med4Jobs, initiative phare de l'UpM, souligne l'engagement de la région à la création d'emplois et au développement de la main-d'œuvre. En lançant des programmes d'EFTP et en soutenant l'entrepreneuriat, cette initiative a fourni des opportunités économiques pour des milliers de jeunes et de femmes. Au-delà de l'emploi, Med4Jobs dote les PME des ressources et des compétences nécessaires à la concurrence internationale, renforçant les liens à travers la Méditerranée.

Les projets d'infrastructure régionaux facilités par l'UpM ont davantage renforcé la connectivité économique. Des initiatives telles que le réseau euro-méditerranéen de transport visent à améliorer l'efficacité logistique et diminuer les coûts commerciaux, rendant le commerce transfrontalier plus accessible et créant des opportunités d'emploi dans le transport et la logistique.

Accords de libre-échange et intégration économique

Les accords de commerce régionaux étaient essentiels à l'intégration des économies des pays du sud de la Méditerranée, favorisant la croissance des exportations et créant des emplois.

L'accord d'Agadir, signé par le Maroc, la Tunisie, l'Égypte et la Jordanie, illustre la collaboration économique régionale. Grâce à la promotion du libre-échange et à l'alignement des règlements aux normes de l'UE, cet accord a facilité la création de chaînes de valeur régionales en textile, composants automobiles et agroalimentaire. Le commerce intrarégional dans le cadre de l'Accord d'Agadir a généré des emplois dans les industries orientées vers l'exportation et a autonomisé les PME pour participer aux marchés internationaux.

La ZLECAf élargit les horizons pour l'Égypte, le Maroc et la Tunisie, en leur donnant accès à un vaste marché qui compte plus de 1,3 milliard de consommateurs. En favorisant l'expansion du commerce régional, la ZLECAf génère une demande pour la main-d'œuvre qualifiée dans des secteurs tels que la fabrication et la logistique, tout en promouvant les opportunités d'emploi transfrontalier.

Renforcer la participation des PME au commerce régional

Les petites et moyennes entreprises (PME) jouent un rôle vital dans l'économie de la région, et la coopération régionale s'est concentrée sur le renforcement de leur capacité à contribuer au commerce et à l'emploi.

Les programmes tels que Tunisia Export et les initiatives menées par l'Association jordanienne de développement des entreprises (JEDCO) se focalisent sur la formation des PME à la gestion des exportations et sur l'accès au financement. Ces efforts ont autonomisé des milliers de PME pour s'engager dans le commerce international, ce qui a permis de créer des emplois et de renforcer la résilience économique.

Le développement des groupements industriels a encore amplifié l'intégration des PME aux chaînes de valeur mondiales. Les groupements du textile au Maroc et en Tunisie, par exemple, fournissent une plateforme permettant aux PME de collaborer, innover et concurrencer sur les marchés mondiaux, favorisant ainsi la création d'emplois et renforçant la compétitivité des exportations.

Intégration des chaînes d'approvisionnement régionales

Les pays du sud de la Méditerranée ont collaboré avec succès en vue de mettre en place des chaînes d'approvisionnement intégrées, en profitant de leurs atouts uniques dans plusieurs industries.

Dans des secteurs tels que l'automobile, l'énergie renouvelable et le textile, l'intégration transfrontalière des chaînes d'approvisionnement est devenue une caractéristique de la coopération régionale. À titre d'exemple, les composants automobiles produits au Maroc et en Tunisie sont assemblés en Égypte et exportés vers l'Europe, ce qui démontre la capacité des pays de la région à travailler ensemble pour leur intérêt économique mutuel.

Les efforts visant à harmoniser les normes réglementaires et de qualité ont réduit davantage les obstacles aux commerces. Cet alignement ne facilite pas uniquement l'intégration fluide des chaînes d'approvisionnement mais crée également des emplois spécialisés dans les industries de certification, d'assurance qualité et de conformité.

Initiatives d'emploi transfrontalier

La mobilité de la main-d'œuvre est un élément essentiel de la coopération régionale, remédiant à l'inadéquation des compétences et créant des opportunités économiques au-delà des frontières.

Les accords bilatéraux et multilatéraux sur la mobilité de la main-d'œuvre ont facilité l'emploi transfrontalier. Par exemple, les accords entre la Tunisie et la Libye ont permis aux travailleurs qualifiés de combler les pénuries de main-d'œuvre dans les secteurs de la construction et de la fabrication, bénéficiant ainsi aux deux économies.

Les programmes régionaux dans le cadre de l'UpM ciblent également l'emploi des jeunes, en mettant l'accent sur le développement des compétences et les services de jumelage d'emploi. En remédiant aux taux élevés de chômage des jeunes, ces initiatives permettent de doter la prochaine génération des outils nécessaires pour contribuer au progrès économique de la région.

L'intégration de l'emploi dans les politiques de commerce et d'investissement grâce au dialogue social

Le dialogue social, défini comme étant les négociations, les consultations ou les échanges d'informations entre représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs joue un rôle pivot dans l'alignement des objectifs d'emploi aux politiques de commerce et d'investissement. Il permet, tant au niveau national que régional, de favoriser la concertation, d'améliorer la cohérence des politiques et d'assurer que la croissance économique se traduit en création d'emplois inclusifs.

Renforcer la cohérence des politiques : Aligner la croissance économique sur les objectifs d'emploi

La réalisation de la croissance économique soutenue au sud de la Méditerranée implique plus que l'expansion du commerce ou l'attrait pour les investisseurs. Le véritable progrès consiste à garantir que ces efforts génèrent des emplois significatifs et inclusifs. La cohérence des politiques revêt une importance cruciale, liant les stratégies de commerce, d'investissement et d'emploi en un cadre cohérent. Au cœur de cette approche se trouve le discours social, qui permet aux parties prenantes de collaborer, d'aligner les priorités et d'établir une politique de consensus.



© iStock/Jean-Luc Ichard/Maroc

- **Intégrer les objectifs d'emploi aux accords commerciaux :** Les accords commerciaux priorisent souvent l'accès au marché et le capital mais risquent d'ignorer leurs implications sur les travailleurs. Le dialogue social assure que les objectifs d'emploi sont interconnectés ; les syndicats, les entreprises et les gouvernements établissant des politiques qui encouragent les pratiques de travail équitables. Les accords de l'UE, à titre d'exemple, incluent des clauses concernant la durabilité qui soutiennent le travail décent. Cibler les domaines à **fort** niveau d'emploi, comme l'énergie renouvelable et le textile, relie davantage le commerce à la création d'emplois et à la croissance sectorielle.
- **Coordination institutionnelle via les plateformes multipartite :** La fragmentation entre institutions gouvernementales nuit aux efforts déployés pour intégrer les emplois aux politiques de commerce et d'investissements. Les plateformes multipartites surmontent les cloisonnements, réunissant les acteurs autour d'objectifs d'emploi communs. Le programme IECI illustre comment les équipes interministérielles spéciales intègrent les politiques, priorisant le développement de la main-d'œuvre. Les efforts régionaux, comme la ZLECAf, démontrent une action coordonnée, promouvant l'emploi transfrontalier et favorisant la richesse.
- **Harmoniser les efforts en vue de l'intégration régionale :** L'intégration régionale efficace dépend des politiques liées pour promouvoir des avantages commerciaux équitables et une mobilité fluide de la main-d'œuvre. Le dialogue social facilite ce fait, en permettant une reconnaissance réciproque des qualifications et des normes de travail convenues. Au sud de la Méditerranée, les interactions public-privé éliminent les obstacles réglementaires, promouvant des secteurs tels que les TIC et l'énergie renouvelable. Ces activités permettent d'équiper la main-d'œuvre pour les nouvelles exigences de l'industrie tout en stimulant la croissance.
- **Intégrer le suivi et l'évaluation :** La supervision continue est importante pour poursuivre le succès. Le discours social permet d'éclairer les procédures de suivi, assurant que les politiques minimisent les pertes d'emploi et multiplient les opportunités. Les évaluations d'impact de l'emploi assistent au développement d'accords adaptatifs. L'approche itérative adoptée par la Tunisie pour améliorer son climat d'investissement, guidée par les apports des parties prenantes, démontre comment le retour d'information stimule la création d'emplois et améliore la conjoncture économique.

Soutenir les transitions du marché de travail : Autonomiser les travailleurs et les industries en période de changement économique

Dans une ère marquée par les avancées technologiques rapides, les dynamiques commerciales changeantes et la libéralisation économique, les transitions du marché de travail sont devenues un élément inévitable de la croissance et de l'adaptation. Pour la région du sud de la Méditerranée, la gestion efficace de ces transitions est critique pour assurer que les travailleurs et les industries peuvent naviguer les changements structurels avec résilience et opportunité. En tirant parti du dialogue social, les gouvernements, les employeurs et les travailleurs peuvent collaborer pour élaborer des stratégies qui atténuent les effets néfastes du changement tout en favorisant un environnement d'adaptabilité et de croissance.

- **Programmes de reconversion professionnelle et de perfectionnement des compétences :** Les transitions du marché de travail exigent souvent une **reconsidération des compétences**, particulièrement dans les nouveaux secteurs qui émergent. Le dialogue social est essentiel dans la conception de programmes ciblés de reconversion et de perfectionnement des compétences qui préparent les travailleurs aux exigences en évolution. En pratique, les efforts collaboratifs entre les gouvernements et les parties prenantes de l'industrie peuvent aligner les programmes de formation professionnelle avec les besoins du marché, assurant que les travailleurs sont équipés aux emplois dans les domaines florissants, comme l'énergie renouvelable, les TIC et la fabrication avancée. À titre d'exemple, les centres régionaux de formation professionnelle au sud de la Méditerranée ont déjà commencé à répondre aux besoins spécifiques au secteur en matière de main-d'œuvre dans ces domaines, mettant en évidence la valeur de cette approche. De même, les investissements dans l'alphabétisation numérique et la formation à la technologie verte—comme en témoignent les initiatives de la main-d'œuvre numérique en Égypte et l'accent mis par le Maroc sur l'énergie renouvelable—démontrent le potentiel transformateur obtenu en dotant les travailleurs des compétences prospectives.
- **Faciliter les changements sectoriels :** Les transitions économiques provoquent souvent l'expansion de certains secteurs et la contraction d'autres. Pour gérer ces changements, le dialogue social offre une plateforme pour la planification et l'atténuation de leur impact. Les cadres collaboratifs aident à identifier les secteurs à haut potentiel d'emploi, canalisant les ressources et l'attention des politiques vers les domaines tels que le textile, l'agroalimentaire et le tourisme, qui sont très prometteurs pour la région du sud de la Méditerranée. De plus, les programmes visant à soutenir les travailleurs déplacés—comme ceux qui allient la requalification et le placement d'emploi en Tunisie et au Maroc—soulignent l'importance des mesures proactives et inclusives pour faciliter les transitions vers les industries en croissance.
- **Promouvoir la mobilité de l'emploi :** Les transitions du marché de travail exigent aux travailleurs de s'adapter aux nouveaux rôles ou même de relocaliser géographiquement. Le dialogue social facilite des cadres qui permettent cette mobilité. Par le biais des accords régionaux et des discussions tripartites, les gouvernements et les parties prenantes peuvent harmoniser les normes d'emploi, rationaliser la reconnaissance des qualifications et établir des systèmes de soutien robustes. Que ce soit par la création d'opportunités de mobilité transfrontalière dans les secteurs à forte croissance ou par la fourniture d'aide à la relocalisation pour les changements professionnels, ces initiatives garantissent que les travailleurs ne soient pas laissés de côté dans le sillage des changements économiques.
- **Renforcer la protection sociale :** L'adaptation économique peut exposer les travailleurs à des vulnérabilités telles que le chômage ou l'instabilité du revenu. Pour se prémunir contre ces risques, le dialogue social joue un rôle crucial dans le façonnement des systèmes de protection sociale. L'élaboration collaborative des politiques assure la conception de l'assurance chômage, des indemnités de requalification et des politiques inclusives qui relèvent les défis uniques confrontés par les groupes marginalisés. Les initiatives comme les programmes de garde d'enfants et l'aide financière aux femmes en transition vers l'emploi formel illustrent comment le dialogue inclusif peut déboucher sur des systèmes de soutien équitables et influents.

- **S&E des transitions d'emploi** : Le suivi et l'évaluation continus sont essentiels pour assurer que les politiques de commerce et d'investissement soutiennent efficacement les transitions des marchés de travail. Au moyen du dialogue social, les gouvernements, les employeurs et les travailleurs peuvent collaborer pour effectuer des évaluations de l'impact de l'emploi, ce qui permet de suivre la façon par laquelle ces politiques influencent les modes de travail et d'affiner les stratégies en conséquence. Les boucles de retour d'information établies grâce à un dialogue continu permettent aux parties prenantes d'adapter les programmes aux défis imprévus, assurant que les transitions du marché de travail demeurent un processus dynamique et réactif.

Promouvoir l'inclusivité et l'équité dans les politiques de commerce et d'investissement

La promotion de l'inclusion et de l'équité garantit la contribution des politiques de commerce et d'investissement au développement durable et l'harmonie sociale. En remédiant aux déséquilibres liés au genre, à l'âge, à la géographie et au statut socio-économique, le dialogue social aide les personnes marginalisées à participer pleinement à l'activité économique. L'élaboration collaborative des politiques assure que les avantages du commerce et de l'investissement sont largement partagés.

► Remédier aux disparités entre les sexes

Les politiques commerciales affectent souvent les femmes de manière disproportionnée en raison des inégalités sur le marché de travail. Le discours social aide à la conception de politiques tenant compte des questions de genre et contribuant à l'autonomisation économique des femmes. Les projets collaboratifs s'attaquent à des obstacles tels que l'accès limité au crédit, la formation aux compétences et l'emploi formel. Des initiatives menées en Tunisie et en Égypte ont soutenu les femmes dans les secteurs axés sur les exportations, y compris le textile et l'agriculture.

Les industries favorables aux femmes bénéficient aussi d'une législation en faveur des domaines comme les soins de santé et les services. Les incitations aux investisseurs pour adopter des pratiques égalitaires—tels que la parité salariale et le congé de maternité—stimulent la participation des femmes à la main-d'œuvre. Le soutien aux entrepreneuses, dont le mentorat et les incitations commerciales, intègre les PME détenues par des femmes dans les marchés régionaux, comme vu au sud de la Méditerranée.

► Emploi et inclusion des jeunes

Le chômage des jeunes constitue une préoccupation majeure. Le dialogue social permet d'établir des politiques reliant l'enseignement et la formation professionnels aux besoins du marché, préparant ainsi les jeunes aux emplois dans les secteurs des TIC, de l'énergie verte et de l'industrie. Les centres de formation destinés aux jeunes en Tunisie et en Jordanie illustrent le succès de telles initiatives. De plus, le dialogue social soutient l'entrepreneuriat des jeunes grâce à des subventions, des formations et des initiatives facilitant l'accès au marché, les aidant ainsi à devenir créateurs d'emplois. Les partenariats entre gouvernements et employeurs favorisent une insertion professionnelle inclusive, notamment par le biais de stages et d'apprentissages, ouvrant ainsi des portes vers le marché du travail. Un exemple notable de bonnes pratiques est la Journée du stage destinée aux jeunes diplômés en sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (STIM), organisée par la Fédération des industries égyptiennes (FEI). Par ailleurs, des opportunités axées sur l'exportation dans le tourisme et l'agriculture ont permis aux jeunes travailleurs d'accéder à des parcours professionnels viables.

► Réduire les inégalités régionales

L'expansion commerciale bénéficie souvent aux centres urbains, tout en laissant les zones rurales mal desservies. Le dialogue social favorise les investissements dans l'agroalimentaire, l'énergie renouvelable et l'écotourisme, produisant des emplois en milieu rural. Le Maroc et la Tunisie ont accordé la priorité au développement de l'infrastructure et de la main-d'œuvre dans ces régions, y attirant les investissements.

Les accords de mobilité transfrontalière de la main-d'œuvre, appuyés par le discours social, permettent d'éliminer les inégalités en connectant les travailleurs aux endroits à forte demande. Les politiques d'infrastructure inclusives, concentrées sur le transit, l'accès internet et l'électricité dans les zones rurales encouragent une plus grande implication économique.

► Formaliser le secteur informel

Le secteur informel emploie un grand nombre de travailleurs, mais il manque de protection. Le dialogue social joue un rôle clé dans l'élaboration de politiques visant sa formalisation, garantissant ainsi des conditions de travail équitables et une meilleure sécurité. Des régimes fiscaux simplifiés et la réduction des obstacles à la formalisation au Maroc et en Jordanie ont facilité cette transition.

L'extension des protections sociales, telles que l'assurance maladie et les pensions, aux travailleurs informels contribue à renforcer l'équité. Le dialogue social veille à ce que ces initiatives répondent aux besoins des groupes défavorisés.

D'un point de vue économique, l'intégration des petites unités économiques informelles dans les chaînes de valeur et les réseaux de distribution des grandes entreprises (tant nationales qu'internationales) peut améliorer leur productivité. Cette intégration peut être facilitée par le développement des entreprises, l'amélioration des compétences de la main-d'œuvre ou la simplification des procédures d'enregistrement formel, soutenant ainsi la transition vers l'économie formelle.

► Autonomiser les groupes marginalisés

Les personnes marginalisées, notamment les migrants, les réfugiés ou les travailleurs ayant des différences, sont confrontées à de graves obstacles à l'engagement économique. Le dialogue social permet leur inclusion à travers des mesures telles que les voies migratoires sûres et l'égalité de traitement. Les programmes pour les réfugiés, tels que les autorisations de travail et la formation professionnelle, ont facilité leur intégration, la Jordanie présentant des exemples éminents de succès.

► Inclusivité du suivi et l'évaluation

Le dialogue social permet d'inclure des mesures en vue de l'équité de genre, l'inclusion des jeunes ou des travailleurs ayant des différences et le développement régional dans les systèmes de suivi. Les évaluations d'impact de l'emploi et les réunions des parties prenantes assurent la responsabilisation et soutiennent les révisions des politiques en fonction des résultats.

Renforcer les cadres institutionnels : Jeter les bases de l'intégration des politiques

Les cadres institutionnels robustes sont essentiels à l'intégration de l'emploi dans les politiques de commerce et d'investissement. Ils constituent le pilier structurel de la cohérence des politiques, la mise en œuvre efficace et la collaboration entre parties prenantes. En tirant parti du dialogue social, les institutions peuvent renforcer la communication, la responsabilisation et l'inclusivité, créant une base pour le développement durable.

- **Renforcer la coordination interministérielle** : La fragmentation entre les ministères entraîne souvent des politiques commerciales, d'investissement et d'emploi mal alignées. Renforcer la coordination garantit que ces politiques fonctionnent en harmonie pour réaliser des objectifs communs. L'établissement d'équipes spéciales interministérielles facilite la collaboration fluide entre les parties prenantes. Le programme IECI souligne la valeur de tels cadres dans l'alignement des stratégies sectorielles sur les objectifs d'emploi, comme on le constate en Tunisie et au Maroc. Les visions stratégiques unifiées renforcent davantage cet alignement, assurant que les stratégies nationales de développement intègrent les objectifs dans tous les secteurs.
- **Exploiter les données pour l'élaboration de politiques éclairées** : Les données fiables constituent la pierre angulaire des décisions fondées sur des preuves en matière de politique. Le renforcement des systèmes statistiques nationaux aide à combler les lacunes dans les statistiques commerciales et du marché de travail, permettant aux gouvernements d'élaborer des politiques éclairées. Des pays comme le Maroc et l'Égypte ont démontré comment les investissements dans la collecte et l'analyse des données ont affiné l'alignement entre politiques commerciales et objectifs d'emploi. Les mécanismes de suivi et d'évaluation institutionnalisent les boucles de retour d'information, garantissant que les politiques s'adaptent aux réalités économiques en évolution. Les partenariats avec les établissements universitaires et les organisations internationales, comme ceux facilités par le programme IECI, fournissent l'expertise technique et l'accès aux enseignements mondiaux, ce qui renforce encore les capacités en matière d'élaboration des politiques.
- **Rationaliser les cadres réglementaires** : Les systèmes réglementaires efficaces et transparents sont essentiels pour réduire les goulets d'étranglement administratifs et favoriser la conformité. La simplification des procédures, notamment pour les PME, encourage l'investissement et stimule la croissance économique. Les consultations collaboratives en Jordanie et au Maroc ont réussi à rationaliser les processus d'attribution de licences, facilitant ainsi l'épanouissement des entreprises. Tout aussi important est le renforcement de transparence et la responsabilisation dans les cadres réglementaires, comme illustré par les réformes tunisiennes qui ont favorisé la confiance et minimisé les redondances grâce au dialogue social.
- **Institutionnaliser les plateformes de dialogue social** : Les plateformes formelles de dialogue social assurent l'engagement continu entre les gouvernements, les employeurs et les travailleurs. Les comités nationaux tripartites se sont avérés efficaces dans l'alignement des stratégies de commerce, d'investissement et d'emploi, intégrant les considérations de travail dans les politiques économiques plus larges. Sur le plan régional, les initiatives comme la ZLECAf profitent du dialogue pour harmoniser les normes de travail et faciliter la collaboration transfrontalière.
- **Renforcer les capacités institutionnelles** : Le renforcement des cadres institutionnels nécessite de doter les décideurs politiques et les agents publics des compétences pour gérer les complexités de l'intégration des politiques. Les programmes de formation spécialisés, comme ceux soutenus par l'IECI en Jordanie et en Tunisie, renforcent les capacités techniques des fonctionnaires gouvernementaux. Les investissements dans les systèmes d'EFTP permettent également d'aligner le développement de la main-d'œuvre sur les priorités nationales, répondant aux besoins des secteurs émergents comme les TIC et l'énergie renouvelable.

- **Favoriser les PPP** : Les PPP amplifient l'efficacité institutionnelle en mettant en commun les ressources et l'expertise. Les initiatives de facilitation de l'investissement, telles que la création d'un portail one-stop shop pour les investisseurs en Tunisie, rationalise les processus et renforce l'efficacité. Les employeurs, en partenariat avec les gouvernements, peuvent concevoir conjointement des programmes de formation adaptés aux besoins spécifiques des industries, comme en témoigne le secteur de l'énergie renouvelable au Maroc. Ces collaborations s'étendent également au financement et à la mise en œuvre des programmes de reconversion professionnelle, assurant une approche collective de l'adaptation de la main-d'œuvre qui relie les ressources publiques et privées.
- **Profiter du soutien international** : L'engagement auprès des partenaires internationaux renforce les capacités institutionnelles par le biais de l'assistance financière, le soutien technique et les meilleures pratiques partagées. Les programmes tels que l'IECI illustrent comment les initiatives financées par des donateurs peuvent stimuler la durabilité et l'impact à long terme. Aligner les politiques nationales sur les normes mondiales renforce davantage la crédibilité institutionnelle, comme en témoigne l'adoption par la Tunisie des normes internationales du travail et du commerce, ce qui prépare le pays à une intégration plus profonde dans les chaînes de valeur mondiales.

Faire face aux déplacements et atténuer les risques : Assurer des transitions économiques inclusives

Les transitions économiques suscitées par la libéralisation du commerce peuvent perturber les marchés de travail, entraînant des déplacements d'emploi et des changements dans l'industrialisation. Afin d'assurer que ces transitions promeuvent le développement équitable, les parties prenantes doivent traiter les risques potentiels, soutenir les travailleurs affectés et favoriser la résilience inclusive. Le dialogue social fournit un cadre collaboratif pour atténuer les effets néfastes des changements économiques, assurant que les politiques sont réactives et inclusives.

► Évaluer les effets sur l'emploi

Les évaluations de l'impact de l'emploi constituent une pierre angulaire de la conception de politiques inclusives. En incorporant les perspectives des gouvernements, des employeurs et des travailleurs, ces évaluations offrent une compréhension nuancée de la manière dont les politiques de commerce et d'investissement affectent les marchés de travail.

Les analyses préalables permettent aux gouvernements de prévoir les changements en matière d'emploi avant de mettre en œuvre les accords commerciaux. À titre d'exemple, l'accent mis par le programme IECI sur l'alignement des stratégies du marché de travail a minimisé les effets néfastes dans les secteurs vulnérables tels que l'agriculture et le textile. Le suivi continu garantit en outre que les politiques restent adaptables. Les systèmes axés sur les parties prenantes en Tunisie et au Maroc ont permis des ajustements des politiques en temps réel, relevant efficacement les défis émergents.

► Renforcer la protection sociale

Les systèmes de protection sociale sont essentiels pour protéger les travailleurs durant les transitions économiques. La collaboration entre parties prenantes garantit à la fois la complétude et l'équité de ces systèmes.

Les programmes d'assurance chômage éclairés par le dialogue social offrent une sécurité financière aux travailleurs déplacés. Les avantages de la transition de l'Égypte illustrent comment l'élaboration collaborative des politiques peut atténuer l'impact des pertes d'emploi. De plus, les mesures ciblées en faveur des groupes vulnérables, comme les femmes et les jeunes, garantissent l'inclusivité. En Tunisie, les filets de sécurité tenant compte des questions de genre, y compris la garde d'enfants et le soutien de soins de santé, permettent aux femmes de réintégrer la main-d'œuvre suite au déplacement.

► Concevoir des programmes de requalification et de reconversion professionnelle

L'adaptation aux transitions économiques exigent souvent aux travailleurs d'acquérir de nouvelles compétences. Le dialogue social garantit que les initiatives de requalification s'alignent sur les besoins de l'industrie et les aspirations des travailleurs.

Les programmes de formations personnalisés préparent les travailleurs aux rôles dans les secteurs à forte croissance. Les centres de formation professionnelle axés sur l'énergie renouvelable et les TIC au Maroc et en Égypte, démontrent comment la formation spécifique au secteur peut stimuler l'emploi. Les opportunités d'apprentissage tout au long de la vie développées à travers les partenariats public-privé permettent en outre aux travailleurs de s'adapter aux avancées technologiques. Les programmes de formation en cours d'emploi dans les domaines de fabrication et de la logistique illustrent cette approche.

► Faciliter la mobilité

La mobilité—tant géographique que professionnelle— est une stratégie clé pour faire face aux déplacements. Les accords transfrontaliers, comme ceux dans le cadre de la ZLECAf, facilitent la mobilité de la main-d'œuvre dans les industries à forte demande. Ces accords permettent aux travailleurs déplacés de rechercher des opportunités au-delà des frontières. De même, les programmes nationaux, comme ceux en Jordanie, connectent les travailleurs en transition de l'agriculture aux industries urbaines tels que la fabrication et les TIC, offrant une aide à la relocalisation et des services de placement en emploi. En ce sens, le dialogue social permet d'élaborer des cadres qui soutiennent les transitions fluides des travailleurs.

► Soutenir les petites et moyennes entreprises (PME)

Les PME, souvent les principaux employeurs dans les régions en développement, font face à des défis uniques au cours des transitions économiques. L'accès au financement abordable est crucial pour les PME naviguant dans la concurrence mondiale. Les plans de garantie des crédits et les prêts à faible taux d'intérêt au Maroc et en Tunisie offrent un soutien indispensable. De plus, l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales permet d'équiper les PME de concurrencer à l'international. Les programmes de renforcement des capacités et les mesures de facilitation du commerce, développés grâce au dialogue social, ont permis aux PME de prospérer dans de nouveaux marchés. Enfin, le dialogue social pourrait garantir que les politiques répondent aux besoins des PME et permettent leur adaptation.

► Établir des mécanismes de règlement des conflits

Les mécanismes transparents de règlement des conflits protègent les travailleurs et les employeurs en traitant les griefs relatifs aux déplacements et à l'impact du commerce. Les comités de règlement des conflits du travail, soutenus par le dialogue social, pourraient offrir une plateforme pour traiter les préoccupations des travailleurs. Ces comités sont notamment efficaces dans les industries en rapide mutation, telles que le textile et la fabrication en Sud-Méditerranée. En outre, l'intégration des mécanismes d'application des droits de travail dans les accords commerciaux garantit la responsabilisation. Le dialogue social a été déterminant dans l'incorporation de ces dispositions dans les accords au titre des cadres tels que les engagements de l'UE en matière de développement durable.

► Mobiliser le soutien international pour l'atténuation

La coopération internationale permet de renforcer les capacités nationales à atténuer les risques de déplacement et à traiter efficacement les perturbations du marché de travail. Les programmes de renforcement des capacités, comme ceux financés par l'IECI, soutiennent les gouvernements dans le développement de stratégies d'atténuation durables. En s'inspirant des meilleures pratiques mondiales, les pays peuvent concevoir des politiques qui permettent de naviguer avec succès les transitions sectorielles. Les leçons tirées des expériences internationales en TIC et en énergie renouvelable offrent des enseignements précieux pour adapter les stratégies nationales.



**Dépôt de connaissances
durables**



Dans les efforts visant l'intégration de l'emploi dans le commerce et l'investissement (IECI), la base du succès réside dans la définition de politiques claires et précises. Les politiques servent un plan d'action, orientant les gouvernements, les institutions et les parties prenantes vers des objectifs communs. Dans ce contexte, une politique bien définie ne se contente pas de tracer le chemin à suivre, elle remodèle également le paysage national afin de produire de meilleurs résultats pour le public. Cette section explore le rôle critique de la définition des politiques dans la transformation du contexte national et l'amélioration des résultats publics

Comprendre les politiques dans le cadre de l'IECI

Le cadre du programme IECI représente une approche pionnière pour aligner les politiques d'emploi et d'investissement sur les objectifs d'emploi. Il vise à transformer la croissance économique en création d'emplois équitables, favorisant la transformation structurelle et l'inclusivité tout en garantissant la cohérence avec les objectifs de développement nationaux et internationaux plus larges.

Principes fondamentaux des politiques de l'IECI

- **Intégration de l'emploi dans le commerce et l'investissement** : Les politiques du programme IECI s'intéressent à relier le commerce et l'investissement à la création d'emploi. Ceci implique l'identification des secteurs à fort potentiel et la conception de politiques en vue de stimuler la croissance. À titre d'exemple, les incitations commerciales peuvent être liées aux résultats du marché du travail et les IDE peuvent cibler les secteurs à fort potentiel de création d'emplois.
- **Focalisation sur la croissance structurelle et inclusive** : La lutte contre le chômage structurel est au cœur du programme IECI. En mettant l'accent sur la croissance et le développement dans les secteurs à forte intensité d'emploi, comme la fabrication et l'agroalimentaire, le cadre vise à absorber une grande partie de la main-d'œuvre. De plus, le programme IECI prône l'inclusivité en promouvant des politiques ciblant les groupes vulnérables, dont les femmes, les jeunes et les travailleurs du secteur informel.
- **Promouvoir la prise de décision fondée sur des preuves** : Le cadre IECI repose largement sur les études et les analyses pour éclairer les décisions en matière de politique. Les outils et les méthodologies, comme les évaluations de l'impact de l'emploi, fournissent des enseignements sur la façon dont la libéralisation du commerce et les investissements affectent les marchés de travail.
- **Alignement avec les objectifs nationaux et internationaux** : Les politiques de l'IECI sont conçues de façon à compléter les plans de développement nationaux existants et à s'aligner avec les engagements nationaux tels que les objectifs de développement durable (ODD). Ceci garantit que les stratégies de commerce et d'investissement contribuent aux objectifs socio-économiques et environnementaux plus larges, comme la promotion du travail décent (ODD 8).
- **Dialogue social** : Les recommandations de l'IECI en matière de politiques et l'action qui en découle sont développées par des parties prenantes nationales, y compris des fonctionnaires gouvernementaux, des représentants des travailleurs et des employeurs ainsi que d'autres groupes d'intérêt pertinents. Cette approche est soutenue par l'engagement de toutes les parties prenantes à mettre en action les recommandations.

Instruments de politiques dans les cadres de l'IECI

- **Politiques commerciales** : L'IECI plaide en faveur de la réduction des obstacles au commerce tout en protégeant les industries locales à fort potentiel de création d'emploi. Les accords commerciaux préférentiels incluent des normes de travail et un soutien aux PME. Cela est illustré par l'accord d'Agadir, qui stimule le commerce régional et intègre les PME dans les chaînes de valeur au sud de la Méditerranée.
- **Politiques d'investissement** : Les stratégies d'attraction des IDE (axées sur l'investissement inclusif et durable) du programme IECI **accorde** la priorité aux secteurs capables de créer un nombre important d'emplois, tels que l'énergie renouvelable et la fabrication avancée. Ces politiques incluent le plus souvent des incitations aux investisseurs étrangers qui mettent en place des programmes de développement de la main-d'œuvre ou qui s'approvisionnent localement en intrants, ce qui garantit que les économies nationales puissent bénéficier des investissements mondiaux.
- **Politiques d'emploi** : Les réformes du marché de travail dans le cadre IECI visent à équilibrer entre flexibilité et protection des travailleurs. Le renforcement des compétences de la main-d'œuvre, l'alignement de l'éducation avec les besoins du marché et la promotion de la sécurité d'emploi sont tous des éléments principaux.

Avantages stratégiques des politiques de l'IECI

- **Créer des synergies** : En unifiant les stratégies de commerce, d'investissement et d'emploi, le programme IECI assure que la croissance économique se traduit en avantages socio-économiques généralisés.
- **Promouvoir la résilience** : L'alignement des politiques économiques avec les objectifs d'emploi, par le programme IECI, renforce la résilience face aux chocs externes, tels que les crises de l'économie mondiale ou les perturbations des chaînes d'approvisionnement. Les politiques privilégiant la diversification permettent d'atténuer les risques associés à la dépendance excessive des secteurs ou des marchés spécifiques.
- **Favoriser l'intégration régionale** : Le cadre IECI promeut la coopération régionale pour renforcer les avantages du commerce transfrontalier et des accords d'investissements. Les initiatives au titre du partenariat euro-méditerranéen, telles que l'harmonisation des normes de travail et la promotion des chaînes de valeurs régionales, illustrent comment les politiques coordonnées peuvent amplifier les résultats économiques et d'emploi.

Éléments de définition de politiques claires

Dans le cadre IECI, la réussite de toute initiative repose sur la clarté et la cohérence des politiques. Une politique bien définie garantit que les parties prenantes dans tous les secteurs—des entités gouvernementales et des partenaires sociaux aux entreprises privées et à la société civile—puissent aligner leurs efforts vers des objectifs communs. Nous examinons ci-après les éléments essentiels de la définition de politiques claires, qui constituent une partie intégrale pour lier efficacement le commerce et l'investissement à la création d'emplois.

Objectifs spécifiques

Les politiques doivent définir des objectifs précis et mesurables qui abordent directement la relation entre le commerce, l'investissement et l'emploi. Ces objectifs doivent trouver un équilibre entre ambition et faisabilité, en s'alignant sur les priorités nationales et les objectifs globaux du cadre IECI (Intégration des questions d'emploi dans le commerce et l'investissement). Par exemple, une politique pourrait viser la création d'emplois dans les secteurs orientés vers l'exportation en fixant un objectif quantitatif tel que « générer 50 000 nouveaux emplois liés aux TIC en cinq ans ». De même, des objectifs qualitatifs pourraient être formulés, comme « accompagner X PME dans leur transition vers l'économie formelle au cours des cinq prochaines années ». Cette clarté permet non seulement d'orienter les actions, mais aussi d'établir des repères mesurables pour évaluer les progrès réalisés.

Alignement aux cadres plus larges

Une politique solide s'intègre fluidement avec les stratégies nationales et les objectifs internationaux existants, assurant la cohérence entre les secteurs tout en évitant la duplication. Cet alignement favorise les synergies entre les initiatives domestiques et les engagements mondiaux comme les objectifs de développement durable (ODD).

Mécanismes opérationnels

Les politiques efficaces détaillent des étapes réalisables en vue de transformer les objectifs en résultats. Ceci inclut la définition d'actions spécifiques, l'identification des ressources nécessaires et la fixation de calendriers d'exécution réalistes. Les mécanismes opérationnels présentent une feuille de route à toutes les parties prenantes, ce qui réduit l'ambiguïté et facilite la mise en œuvre.

Implication des parties prenantes

L'élaboration de politiques inclusives est cruciale pour répondre aux besoins des groupes divers en assurant la pertinence au niveau local. Engager les organismes gouvernementaux, les représentants du secteur privé, les syndicats et la société civile pendant la phase de conception permet d'établir un consensus et d'obtenir l'adhésion des principaux acteurs.

Cadres de suivi et d'évaluation

Le suivi et l'évaluation continus sont essentiels pour suivre les progrès réalisés et effectuer des ajustements orientés par des données. Les politiques claires doivent inclure des mécanismes de mesure des performances, tels que les taux de création d'emploi, la croissance sectorielle et l'impact des IDE. Les évaluations régulières permettent la responsabilisation et les corrections de trajectoire en temps opportun.

Transparence et accessibilité

La transparence en conception des politiques et en communication permet de renforcer la confiance parmi les parties prenantes et d'assurer la conformité. Les politiques doivent être accessibles, avec des explications claires des objectifs, des principes directeurs et des résultats attendus.

Flexibilité et adaptabilité

Compte tenu de la nature dynamique du commerce mondial et des conditions économiques nationales, les politiques doivent être conçues de façon à s'adapter aux nouveaux défis et opportunités. La flexibilité garantit la résilience face aux perturbations imprévues telles que les changements du marché de travail ou les crises.

Allocation des ressources

Les politiques doivent inclure des dispositions relatives aux ressources financières, humaines et institutionnelles nécessaires à l'atteinte de leurs objectifs. L'allocation des ressources garantit que les objectifs ambitieux ne soient pas compromis par les contraintes en matière de capacités.

Transformer le contexte national à travers des politiques claires

Dans le cadre IECI, les politiques claires agissent en tant que catalyseurs pour remodeler les paysages socio-économiques nationaux. Par la création d'une cohérence entre les stratégies de commerce, d'investissement et d'emploi, ces politiques permettent de relever les défis structurels, promouvoir l'inclusivité et stimuler le développement durable. L'exploration suivante souligne le potentiel transformatif des politiques bien définies dans un contexte national.

Aligner les objectifs de commerce, d'investissement et d'emploi

Les politiques claires garantissent que la croissance économique se traduit en création significative d'emplois par l'alignement des incitations commerciales et d'investissement aux objectifs du marché de travail.

Améliorer la gouvernance et la capacité institutionnelle

Les politiques efficaces permettent de consolider la gouvernance en clarifiant les processus réglementaires, en réduisant les inefficacités bureaucratiques et en renforçant les capacités institutionnelles.

Créer un climat d'investissement attrayant

La prévisibilité, la transparence et la responsabilisation sont des caractéristiques des politiques claires qui attirent les investisseurs tant nationaux qu'étrangers.

Promouvoir l'intégration régionale

En favorisant le commerce régional et la coopération en matière d'investissement, les politiques claires profitent des atouts économiques et de la proximité géographique pour créer des opportunités d'emploi.

Par exemple, les initiatives dans la région méditerranéenne ont facilité le commerce transfrontalier et la mobilité de la main-d'œuvre, particulièrement dans les industries communes telles que la logistique et la fabrication, renforçant la compétitivité au-delà des frontières.

Relever les défis structurels

Les politiques claires aident à résoudre les défis persistants, y compris le chômage structurel, l'inadéquation des compétences et les disparités régionales.

Autonomiser les groupes marginalisés

L'inclusivité est un principe fondamental des politiques de l'IECI, assurant que les populations marginalisées, telles que les femmes, les jeunes, les travailleurs en situation de handicap et les travailleurs informels, aient un accès équitable aux opportunités économiques.

Promouvoir le développement durable

L'intégration de la durabilité économique dans les politiques de commerce et d'investissement garantit la résilience économique à long-terme.

Renforcer la résilience aux chocs

L'adaptabilité des politiques claires permet d'équiper le pays pour répondre efficacement aux crises mondiales, telles que les ralentissements économiques et les pandémies.

Pendant la pandémie de COVID-19, plusieurs pays ont priorisé les secteurs capables de générer des gains rapides d'emplois, assurant le redressement économique tout en restant concentré sur la résilience à long terme.

Obtenir de meilleurs résultats auprès du public

Le cadre IECI souligne que la confiance et l'engagement publics sont des éléments pivots pour le succès des politiques visant à aligner les objectifs de commerce, d'investissement et d'emploi. L'obtention de meilleurs résultats auprès du public nécessite la communication claire, l'inclusivité et la fourniture d'avantages tangibles qui résonnent dans la société. Cette approche ne renforce pas seulement la confiance publique dans la gouvernance, mais garantit également une répartition vaste et équitable des gains socio-économiques.

Favoriser la confiance publique à travers la transparence

Les politiques transparentes sont essentielles **pour** l'instauration de la confiance entre les gouvernements et les citoyens. Lorsque les



© iStock/Stefano Barzellotti/Maroc

objectifs, les processus et les résultats attendus sont communiqués clairement, le public est plus susceptible d'appuyer les initiatives et de s'y conformer.

Accroître les opportunités économiques

Les politiques de l'IECI privilégient les secteurs à haut potentiel d'emploi, répondant ainsi directement à la demande publique pour de meilleurs emplois et des revenus plus élevés. En se concentrant sur les opportunités économiques tangibles, les gouvernements peuvent s'assurer que le public ressent l'impact immédiat des réformes.

Promouvoir l'inclusivité

L'inclusivité garantit l'accès des groupes marginalisés, y compris les femmes, les jeunes et les travailleurs informels aux avantages de l'investissement. Ceci continue à réduire l'inégalité et à favoriser un sens de l'équité et de la cohésion sociale.

Autonomiser le public grâce au développement des compétences

L'enseignement et le développement des compétences sont essentiels pour doter les citoyens des capacités nécessaires à la saisie des nouvelles opportunités créées par les politiques commerciales et d'investissement. Ces efforts aboutissent à une productivité plus élevée et une meilleure intégration aux marchés formels d'emploi.

Créer des moyens de subsistance résilientes et durables

Les politiques promouvant la durabilité aident à créer des moyens de subsistance stables et résilientes pour le public. En se concentrant sur l'énergie renouvelable, la technologie verte et l'agriculture durable, les gouvernements peuvent aligner à la fois les emplois et les défis environnementaux.

Améliorer l'engagement public

La consultation publique durant la formulation et la mise en œuvre des politiques génère un sentiment d'appropriation qui garantit l'alignement entre les besoins et les attentes du public. L'engagement inclusif renforce la légitimité et la pertinence des actions prises par le gouvernement.

Impact du suivi et de l'évaluation

Les cadres de suivi robustes et la communication efficace des résultats des politiques renforce la confiance publique. La démonstration de résultats mesurables et la célébration des histoires de succès permettent de valider les efforts des gouvernements et d'inspirer un soutien public continu.

Politiques porteuses de résultats sur le terrain

Dans le cadre IECI, les politiques conçues avec précision et inclusivité démontrent une capacité profonde à transformer les économies nationales. En liant les initiatives de commerce et d'investissement à des résultats socio-économiques tangibles, ces politiques créent des voies à davantage d'équité, de productivité et de durabilité, garantissant ainsi que les avantages de la mondialisation atteignent tous les recoins de la société.

Favoriser la croissance d'emploi

Les politiques qui synchronisent le commerce et l'investissement avec les objectifs d'emploi catalysent la création d'emploi dans un large éventail de secteurs. En ciblant les industries à taux d'absorption élevés de la main-d'œuvre, telles que la fabrication orientée vers l'exportation et l'énergie renouvelable, les gouvernements traduisent la croissance économique en résultats mesurables en matière d'emploi.

Améliorer les compétences et la productivité

L'intégration des initiatives de développement des compétences dans les politiques de commerce et d'investissement est essentiel à l'alignement des capacités de la main-d'œuvre avec exigences de l'industrie. Ceci permet, non seulement d'accroître la productivité, mais aussi de doter les travailleurs des compétences nécessaires pour obtenir des emplois mieux rémunérés sur des marchés compétitifs.

Soutenir les PME et les entreprises locales

Les petites et moyennes entreprises (PME) constituent l'épine dorsale de plusieurs économies, stimulant l'emploi localisé et la résilience. Les politiques qui améliorent le financement des PME, rationalisent la conformité réglementaire et élargissent l'accès au marché permettent à ces entreprises de prospérer.

Faire progresser l'inclusion de genre et de la jeunesse

Les politiques ciblées visant à surmonter les obstacles auxquels sont confrontés les femmes et les jeunes sur le marché du travail permettent de supprimer les disparités socio-économiques et de libérer le potentiel inexploité.

Encourager le développement durable

Les politiques enracinées dans la durabilité ne se limitent pas à protéger les ressources environnementales, mais stimulent également l'emploi dans les secteurs verts, favorisant ainsi la résilience économique et écologique à long terme.

Remédier aux disparités régionales

En canalisant les investissements vers les zones rurales et mal desservies, les politiques ciblées remédient aux inégalités et stimulent les économies locales, créent des opportunités là où elles sont le plus nécessaires.

Accroître la résilience aux chocs

La diversification économique et l'adaptabilité de la main-d'œuvre sont critiques pour traverser les perturbations mondiales et locales, telles que les pandémies et les ralentissements économiques.

Profiter de l'intégration régionale

La participation aux accords de commerce régionaux et l'intégration économique amplifie l'impact des politiques nationales en ouvrant de nouveaux marchés et en facilitant la création d'emplois transfrontaliers.

Défis en matière de définition des politiques

Le cadre IECI souligne la nécessité de politiques claires et réalisables pour aligner le commerce et l'investissement avec les objectifs d'emploi. Toutefois, les défis tels que les limitations institutionnelles, les complexités socio-économiques et les chocs externes peuvent nuire à la clarté, l'alignement et l'exécution, réduisant ainsi leur efficacité.

Équilibrer les intérêts des parties prenantes

La réconciliation des priorités diverses des parties prenantes—organismes gouvernementaux, partenaires sociaux, entités du secteur privé et société civile—est un défi permanent dans l'élaboration des politiques. Les objectifs divergents, tels que les motifs de profit à court terme des entreprises par rapport aux aspirations socio-économiques à long terme des gouvernements, créent souvent des désalignements. De plus, la représentation insuffisante des groupes marginalisés, dont les femmes et les jeunes, peut donner lieu à des politiques qui manquent d'inclusivité.

Limitations en matière de données et de ressources

Le manque de données fiables et les ressources limitées entravent l'élaboration de politiques fondées sur des preuves. Sans données solides sur le marché du travail, il est difficile de combler les lacunes de compétences et de répondre aux besoins sectoriels. En outre, les systèmes faibles de suivi et d'évaluation empêchent le suivi efficace des résultats des politiques.

Chevauchement et conflits de politiques

La fragmentation entre les politiques de commerce, d'investissement et d'emploi provoque souvent des inefficacités. Les initiatives chevauchantes ou les objectifs conflictuels—comme ceux entre la libéralisation du commerce et les protections nationales en matière de travail—peuvent diluer l'efficacité des cadres de politiques.

Instabilités géopolitiques et économiques

L'instabilité politique, les conflits régionaux et les chocs économiques mondiaux perturbent la continuité des politiques et retardent les réformes. Les conditions géopolitiques volatiles dans la région du sud de la Méditerranée minent la confiance des investisseurs, tandis que les chocs externes tels que la pandémie de COVID-19 exacerbent le chômage et mettent sous pression les ressources financières.

Problèmes liés à la capacité institutionnelle et à la gouvernance

Les cadres institutionnels faibles et les défis de gouvernance entravent la conception et l'exécution efficaces des politiques. Le manque de coordination inter-organisations entraîne des efforts fragmentés, tandis que la corruption et l'absence de transparence sapent la confiance du public à l'égard des initiatives gouvernementales.

Engagement insuffisant des parties prenantes

Exclure les principales parties prenantes du processus d'élaboration des politiques diminue la pertinence des politiques et entrave l'exécution. L'engagement insuffisant auprès de la société civile, des PME et des groupes marginalisés entraîne une adhésion limitée, tandis que l'absence de campagnes de sensibilisation réduit la compréhension des objectifs des politiques.

Remédier aux disparités sectorielles et régionales

Équilibrer les priorités nationales avec les besoins spécifiques des régions ou des secteurs constitue un défi majeur. Les politiques privilégient souvent les zones industrielles urbaines et les industries à forte croissance comme les TIC, au détriment des zones rurales et des secteurs traditionnels.

S'adapter aux tendances mondiales

Les avancées technologiques rapides et les structures changeantes du commerce mondial nécessitent des politiques agiles et prospectives. Cependant, de nombreux gouvernements peinent à suivre le rythme de la transformation numérique, des inadéquations de compétences et un développement inégal. Les tendances protectionnistes sur les marchés mondiaux mettent encore en danger les avantages de la libéralisation du commerce.



Conclusion et prochaines étapes



Cette section met en évidence les principales conclusions et souligne des étapes réalisables pour intégrer les politiques de commerce, d'investissement et d'emploi dans le développement durable de la région du sud de la Méditerranée. En alignant ces domaines, la région peut relever les défis, saisir les opportunités et favoriser la croissance inclusive. Nous résumons ci-après les enseignements essentiels et proposons les prochaines étapes à suivre par les décideurs politiques et les parties prenantes pour susciter des changements positifs.

Principales conclusions

L'importance d'aligner les politiques de commerce, d'investissement et d'emploi

Le développement durable dans la région du sud de la Méditerranée nécessite une approche cohérente et intégrée qui aligne les politiques de commerce, d'investissement et d'emploi. Ces domaines interconnectés ont le potentiel de relever collectivement les défis économiques, sociaux et environnementaux tout en débloquent de nouvelles opportunités de croissance. Ci-après est un résumé des principaux messages capturés dans le GRP sur « L'intégration de l'emploi dans le commerce et l'investissement » (IECI) :

Le commerce comme catalyseur de la croissance inclusive

- **Accès au marché et création d'emploi** : La libéralisation du commerce, à travers des mécanismes, tels que les ACR et les accords de facilitation des échanges (AFE), permet d'élargir l'accès aux marchés, promouvoir la croissance sectorielle et générer des emplois. Des exemples de la région illustrent la manière dont les industries comme le textile au Maroc et l'ingénierie en Jordanie ont bénéficié des opportunités d'exportation améliorées.
- **Opportunités spécifiques au secteur** : Les secteurs axés sur les exportations, comme l'agroalimentaire et la fabrication, ont démontré un large potentiel de création d'emplois, notamment pour les femmes et les jeunes. Ces secteurs sont critiques pour réduire le chômage et favoriser l'inclusion économique.
- **Défis liés à la qualité de l'emploi** : Les politiques commerciales créent des emplois, mais garantir la qualité des emplois et la formalisation dans les industries axées sur le commerce reste crucial. L'alignement des politiques commerciales avec les normes de travail est essentiel à la promotion du travail décent.

L'investissement comme moteur de la productivité et du développement de la main-d'œuvre

- **Attirer et canaliser les investissements** : Les politiques d'investissement, notamment celles qui ciblent les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre et à haute valeur ajoutée, contribuent à la création d'emplois, au transfert des technologies et au perfectionnement des compétences de la main-d'œuvre. L'IDE dans des industries comme l'énergie renouvelable propose des voies pour une croissance durable de l'emploi.
- **PME et développement régional** : Les petites et moyennes entreprises (PME) sont essentielles pour générer des emplois et favoriser l'inclusion économique, notamment dans les zones mal desservies. Toutefois, il est indispensable d'améliorer leur accès au financement et de les intégrer aux chaînes de valeur mondiales afin de maximiser leur impact.
- **Équilibrer l'automatisation et l'emploi** : Bien que les investissements dans la technologie améliorent la productivité, il est nécessaire d'équilibrer l'automatisation avec la préservation des emplois. Les politiques de promotion de la reconversion professionnelle et l'innovation garantissent que les avancées technologiques complètent plutôt que remplacent le travail humain.

Les politiques de l'emploi comme points d'ancrage pour l'équité sociale

- **Remédier aux inadéquations de compétences** : Les politiques d'emploi intégrées doivent s'aligner avec les stratégies de commerce et d'investissement pour remédier aux inadéquations de compétences. Il est primordial d'élargir les programmes d'EFTP adaptés aux secteurs émergents tels que la technologie verte et la fabrication avancée.
- **Promouvoir l'inclusivité** : Les politiques d'emploi doivent prioriser les groupes marginalisés, notamment les femmes, les jeunes et les populations rurales. Les initiatives comme les politiques sensibles à l'équité entre les sexes, les programmes d'entrepreneuriat axés sur les jeunes et les pratiques inclusives sur le marché du travail peuvent stimuler le développement équitable.
- **Protections sociales et travail décent** : Pour garantir des résultats d'emploi durables, la création d'emploi doit être accompagnée de protections sociales. Cela inclut l'application des lois sur le salaire minimum, l'amélioration des conditions du milieu de travail et l'extension des avantages aux travailleurs dans les secteurs informels.

Interdépendances et cadres intégrées

- **Synergies pour la résilience économique** : L'intégration des politiques de commerce, d'investissement et d'emploi crée des synergies qui améliorent la résilience économique. Par exemple, l'alignement stratégique des politiques industrielles du Maroc avec les accords commerciaux a renforcé sa capacité d'exportation tout en générant de l'emploi.
- **Coordination institutionnelle** : La collaboration interministérielle et les partenariats public-privé efficaces sont essentiels à l'harmonisation des objectifs des politiques et à la mise en œuvre de programmes influents. La Tunisie et la Jordanie présentent des exemples de progrès en matière de promotion de cette coordination.
- **Durabilité et innovation** : L'alignement des politiques avec les objectifs mondiaux en matière de durabilité, comme ceux de la ZLECAf et des initiatives nationales d'énergie verte, garantit une croissance écologiquement durable et prospective.

Défis et opportunités

- **Surmonter les obstacles structurels** : Les défis tels que l'informalité, les disparités entre les sexes et les inégalités régionales limitent les avantages du commerce et de la croissance tirée par l'investissement. Éliminer ces obstacles à travers des interventions ciblées est essentiel pour un développement inclusif.
- **Profiter de l'intégration régionale** : Les cadres régionaux, tels que l'Union pour la Méditerranée (UpM) et la ZLECAf, offrent des opportunités pour la croissance collaborative et la génération d'emplois. Le renforcement du commerce transfrontalier et de la mobilité de la main-d'œuvre peut amplifier le potentiel économique de la région.
- **Suivi et évaluation** : Des systèmes robustes pour l'évaluation de l'impact des politiques de commerce, d'investissement et d'emploi sont nécessaires pour adapter les stratégies aux objectifs de développement à long terme.

Principales conclusions : Prochaines étapes réalisables à l'intention des décideurs politiques et des parties prenantes

Vous trouverez ci-dessous des prochaines étapes réalisables qui forment un agenda de recherche sur les politiques en vue de l'intégration de l'emploi dans les politiques de commerce et d'investissement à l'intention des décideurs politiques, des acteurs du secteur privé et des autres parties prenantes. Ces étapes ont été envisagées en vue de combler les lacunes indiquées dans le guide et promouvoir le développement durable inclusif dans les pays du sud de la Méditerranée.

Renforcer les capacités institutionnelles d'alignement des politiques

- **Créer des cadres de politiques coordonnés** : Mettre en place des comités interministériels^{8,9}, tels que les Groupes de travail sur les politiques du programme IECI, afin d'assurer l'alignement entre les politiques commerciales, d'investissement et d'emploi. Ces comités devraient inclure des représentants des ministères du travail, du commerce et de l'industrie, ainsi que des parties prenantes du secteur privé et de la société civile.
- **Promouvoir la coopération régionale** : Renforcer la collaboration à travers des cadres comme la ZLECAf et l'UpM pour harmoniser les stratégies de commerce et d'investissement avec les objectifs d'emploi.
- **Suivre et évaluer les politiques** : Développer des systèmes robustes pour suivre l'impact des politiques de commerce et d'investissement sur les résultats en matière d'emploi. Utiliser ces enseignements pour ajuster et améliorer les stratégies.

Prioriser les secteurs à fort impact pour la croissance de l'emploi

- **Identifier et soutenir les secteurs clés** : Se concentrer sur les secteurs à forte capacité d'absorption de la main-d'œuvre telles que le textile au Maroc, l'agroalimentaire en Égypte et les technologies vertes en Tunisie. Fournir des incitations ciblées pour attirer les investissements dans ces domaines.
- **Favoriser la diversification des secteurs** : Réduire la dépendance à un ensemble restreint d'industries en promouvant la croissance des secteurs émergents tels que l'économie numérique, les énergies renouvelables et la fabrication avancée.
- **Soutenir les petites et moyennes entreprises (PME)** : Améliorer l'accès au financement, aux liens commerciaux et aux initiatives de renforcement des capacités pour les PME. Encourager leur intégration dans les chaînes de valeur régionales et mondiales.

Améliorer les compétences de la main-d'œuvre et l'éducation

- **Étendre les programmes techniques et d'EFTP** : Aligner les cursus d'EFTP avec les exigences du marché, notamment dans des secteurs comme les TIC, les énergies renouvelables et l'ingénierie. Inclure des modules sur les compétences numériques et vertes.
- **Promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie** : Introduire des programmes de perfectionnement des compétences et de reconversion professionnelle continue pour doter les travailleurs des compétences nécessaires pour s'adapter aux avancées technologiques et aux changements de l'industrie.
- **Promouvoir les formes informelles d'apprentissage et la reconnaissance des acquis antérieurs**, jetant ainsi un pont permettant aux travailleurs informels d'accéder à la formalité.

⁸ Le programme IECI a établi ces comités sous forme de groupes de travail sur les politiques, comprenant différents ministères (par exemple, le commerce, l'emploi et l'investissement), des organisations de travailleurs et d'employeurs, ainsi que d'autres groupes d'engagement.

⁹ Le programme IECI a établi ces comités sous forme de groupes de travail sur les politiques, comprenant différents ministères (par exemple, le commerce, l'emploi et l'investissement), des organisations de travailleurs et d'employeurs, ainsi que d'autres groupes d'engagement.

- **Renforcer les partenariats avec le secteur privé** : Collaborer avec les entreprises et codévelopper des programmes de formation, tout en assurant qu'ils répondent aux besoins réels du marché du travail.

Remédier aux disparités sociales et régionales

- **Promouvoir l'emploi inclusif** : Développer des politiques sensibles à l'équité entre les sexes qui priorisent la participation des femmes dans la main-d'œuvre, comme le textile et l'agriculture. De même, mettre l'accent sur l'inclusion des jeunes à travers les programmes ciblés d'entrepreneuriat et d'apprentissage.
- **Encourager l'investissement dans les zones mal desservies** : Utiliser les incitations fiscales, le développement des infrastructures et les ZES pour attirer les investissements vers les zones rurales et sous-développées.
- **Formaliser l'emploi informel** : Faciliter l'enregistrement formel, accroître la productivité et étendre les protections et avantages sociaux aux travailleurs informels, notamment dans les secteurs qui dépendent fortement du travail informel, tels que l'agriculture et le textile.

Renforcer la facilitation du commerce et accès au marché

- **Simplifier les procédures commerciales** : Rationaliser la réglementation douanière et réduire les obstacles bureaucratiques en vue d'améliorer la compétitivité des industries orientées vers l'exportation.
- **Profiter des accords régionaux** : Maximiser les avantages des accords de commerce régionaux en garantissant qu'ils incluent des dispositions pour le développement du marché du travail et le transfert des compétences.
- **Encourager l'ajout de valeur** : Se concentrer sur la mise à niveau des industries afin de produire des marchandises à plus forte valeur ajoutée, assurant de meilleurs salaires et des conditions de travail améliorées pour les salariés.

Promouvoir le travail décent et les protections sociales

- **Appliquer les normes de travail** : Renforcer les mécanismes de suivi de la conformité aux normes internationales de travail, y compris les salaires équitables, les conditions de travail sûres et les politiques anti-discrimination.
- **Élargir les filets de sécurité sociale** : Garantir l'accès de tous les travailleurs, y compris ceux dans les secteurs informels, à l'assurance maladie, aux pensions et aux allocations de chômage.
- **Encourager la négociation collective** : Soutenir la représentation des travailleurs et le dialogue social en vue de favoriser des relations professionnelles stables et équitables.

Intégrer la durabilité dans les stratégies économiques

- **Promouvoir les investissements verts** : Encourager les investissements dans les énergies renouvelables, l'efficacité de l'énergie et les industries durables qui correspondent aux objectifs mondiaux en matière de climat.
- **Adopter les principes de l'économie circulaire** : Favoriser les industries qui limitent le gaspillage et optimisent l'utilisation efficace des ressources, créant de nouveaux emplois tout en protégeant l'environnement.

- **Assurer la gouvernance sociale et environnementale (ESG) :** Inclure les critères ESG dans les accords commerciaux et d'investissement pour promouvoir des pratiques économiques responsables et durables.

Mobiliser les partenariats public-privé (PPP)

- **Faciliter les projets collaboratifs :** Lancer des initiatives de PPP dans les infrastructures, la connectivité numérique ainsi que le développement vert et industriel pour créer des emplois et stimuler l'activité économique.
- **Fournir des incitations à l'investissement :** Offrir un soutien financier, tel que des subventions et des allègements fiscaux, pour encourager l'implication du secteur privé dans les secteurs prioritaires.
- **Améliorer l'engagement communautaire :** Impliquer les parties prenantes locales dans les projets de PPP afin d'assurer l'alignement avec les besoins de la communauté et de maximiser l'impact social.

Autonomiser les groupes marginalisés

- **Soutenir les entrepreneuses :** Offrir des dons, du mentorat et un accès aux marchés pour les entreprises dirigées par des femmes dans les secteurs à fort potentiel.
- **Se concentrer sur l'emploi des jeunes :** Mettre en place des pôles d'innovation et des incubateurs de startups pour autonomiser les jeunes comme créateurs plutôt que demandeurs d'emploi.
- **Intégrer les migrants et les groupes vulnérables :** Développer des programmes d'emploi ciblés offrant des opportunités aux migrants, aux personnes déplacées et aux personnes en situation de handicap.

Faire avancer la transformation numérique :

- **Numériser les processus de commerce d'investissement :** Mettre en place des plateformes numériques pour la facilitation du commerce, la promotion de l'investissement et le jumelage d'emploi pour améliorer l'efficacité et la transparence
- **Encourager la croissance du commerce électronique :** Soutenir les PME et les entrepreneurs pour accéder aux places de marchés numériques en vue d'atteindre une clientèle mondiale
- **Investir dans les infrastructures numériques :** Étendre l'accès aux services à large bande et à l'alphabétisation numérique pour assurer que les populations rurales et mal desservies bénéficient de l'économie numérique

Importance du suivi et de l'adaptation continus

Dans le monde actuel qui connaît des changements rapides et où les facteurs économiques, sociaux et environnementaux changent constamment de manière inattendue, le besoin en suivi continu et en flexibilité n'a jamais été aussi important. Les politiques reliant le commerce, l'investissement et l'emploi doivent tenir compte des nouveaux défis et opportunités ; sans mécanisme robuste pour suivre les progrès réalisés, évaluer les impacts et recalibrer les stratégies, même les meilleures intentions sont susceptibles de ne pas atteindre le plein potentiel.

Principaux piliers d'un cadre efficace de suivi et d'adaptation

► Mettre en place des systèmes de suivi complets

Un système solide devrait englober :

- **La collecte de données en temps réel** : Utiliser les outils numériques et les plateformes régionales pour capturer des métriques en temps réel concernant les tendances d'emploi, les flux de commerce et les impacts de l'investissement.
- **Des enseignements spécifiques au secteur** : Se concentrer sur les principales industries comme le textile, les énergies renouvelables et les TIC, profitant de leurs contributions en vue de la création d'emplois et de la croissance économique.
- **Les métriques d'inclusion** : Mesurer l'impact des politiques sur les groupes marginalisés, tels que les femmes, les jeunes et les travailleurs informels, afin d'assurer l'inclusivité.

► Créer des boucles de retour d'information pour l'ajustement des politiques

Les données sont inutiles sans actions. Les boucles de retour d'information permettent aux décideurs politiques de :

- Identifier les signes précurseurs de l'inefficacité des politiques ou des conséquences imprévues, comme les inégalités accrues ou la dégradation environnementale.
- Affiner les stratégies sur la base des preuves, assurant que les politiques restent pertinentes et influentes.
- Engager les parties prenantes dans le processus de révision, profitant de leurs enseignements pour améliorer la conception des politiques.

► Incorporer la flexibilité dans la conception des politiques

Les politiques doivent être conçues dans un souci de flexibilité, afin de pouvoir s'adapter à ce qui suit :

- **Les chocs économiques** : Par exemple, ajuster les politiques commerciales pour contrer les perturbations du marché mondiale (ex. : COVID-19).
- **Les avancées technologiques** : Assurer que l'automatisation et l'intégration de l'IA viennent compléter le travail humain plutôt que de le substituer.
- **Les défis environnementaux** : Aligner les politiques avec les objectifs croissants en matière de durabilité, tels que la transition verte, en les considérant également comme une opportunité de créer des emplois plus nombreux et de meilleure qualité.

Collaboration régionale et mondiale en matière de suivi

Le suivi continu nécessite une collaboration à tous les niveaux. Les organisations internationales, telles que l'OIT, l'OCDE, l'ITC et l'UpM peuvent jouer un rôle critique dans ce qui suit :

- **Fournir des outils analytiques** : Les cadres d'analyse économique de l'OCDE et les outils de diagnostic du marché de l'OIT peuvent soutenir l'élaboration de politiques fondées sur des preuves.

- **Faciliter le partage des connaissances** : L'UpM peut accueillir des plateformes régionales permettant aux gouvernements d'échanger les meilleures pratiques et d'apprendre des adaptations réussies des politiques.
- **Renforcer les capacités** : L'ITC peut former les décideurs politiques et les entreprises à la prise de décision orientée par des données, garantissant que les acteurs locaux puissent contribuer au suivi des efforts.

Profiter de la technologie en vue du suivi intelligent

La technologie offre des opportunités transformatives pour le suivi et l'adaptation :

- **Analyses des mégadonnées** : Exploiter de grands ensembles de données pour identifier les tendances, prévoir les défis et mesurer l'impact dans tous les secteurs.
- **IA et apprentissage automatique** : Utiliser les modèles prédictifs pour anticiper la manière dont les politiques de commerce et d'investissement pourraient interagir avec les marchés du travail.
- **Tableaux de bord numériques** : Mettre en place des plateformes interactives permettant aux parties prenantes de visualiser les données, de suivre les progrès réalisés et de proposer des corrections de trajectoire en temps réel.

Engagement des parties prenantes dans l'évolution des politiques

L'élaboration de politiques adaptatives n'est pas juste une question de gouvernements— il s'agit de personnes. L'engagement efficace garantit que les politiques restent ancrées et réactives :

- **Participation du secteur privé** : Les consultations régulières avec les entreprises peuvent mettre en évidence les défis émergents en commerce et en investissement, tels que les perturbations des chaînes d'approvisionnement ou les pénuries de compétences.
- **Inclusion des travailleurs et de la société civile** : Les syndicats, les ONG et les groupes communautaires apportent des perspectives vitales, garantissant que les politiques abordent les problèmes réels, tels que les conditions du milieu du travail et l'accès aux opportunités.
- **Plaidoyer en faveur des jeunes et des femmes** : L'engagement des groupes sous-représentés garantit que les politiques sont inclusives et reflètent les besoins divers.

Anticiper les défis émergents

La région est confrontée à la fois à des défis prévisibles et imprévus. L'adoption d'une approche permet d'assurer la disposition à traiter :

- **Les effets du changement climatique** : Les politiques doivent soutenir les industries en transition vers des politiques vertes, garantissant qu'elles puissent maintenir leur compétitivité tout en créant des emplois.
- **Les changements géopolitiques** : Les politiques de commerce et d'investissement doivent prendre en considération les alliances mondiales changeantes, les conflits régionaux et les tendances migratoires.
- **La transformation numérique** : Se préparer à la montée continue des économies numériques en favorisant le développement des compétences et l'accès équitable à la technologie.

Mesurer le succès et apprendre à partir des résultats

Le suivi n'est utile qu'en fonction des leçons qu'il fournit. Les indicateurs clés de performance (ICP) doivent inclure ce qui suit :

- **Les métriques de création d'emplois** : Combien d'emplois ont été créés, et dans quels secteurs ?
- **Indicateurs d'inclusivité** : Les femmes, les jeunes et les groupes marginalisés bénéficient-ils des résultats des politiques ?
- **Résilience économique** : Dans quelle mesure les industries s'adaptent-elles aux perturbations à l'échelle mondiale ?
- **Objectifs de durabilité** : Les politiques de commerce et d'investissement sont-elles alignées aux objectifs environnementaux ?

Les évaluations régulières et les rapports d'avancement partagés en public peuvent renforcer la confiance, encourager la responsabilisation et favoriser l'apprentissage collectif.

Bibliographie

► Rapport thématique

ILO. 2022. Trade, investment and employment in the Southern Mediterranean Countries. Thematic Report of the “Mainstreaming Employment into Trade and Investment in the Southern Neighbourhood” Programme (METI). <https://www.ilo.org/publications/trade-investment-and-employment-southern-mediterranean-countries>

► Rapports Pays

ILO. 2022. The Impact of Trade and Investment Policies on Productive and Decent Work. METI Country Report for Egypt. https://www.ilo.org/sites/default/files/2024-04/METI_Country%20Report%20for%20Egypt.pdf

ILO. 2022. The Impact of Trade and Investment Policies on Productive and Decent Work. METI Country Report for Jordan. [ilo.org/sites/default/files/2024-04/METI_Country_Report_for_Jordan.pdf](https://www.ilo.org/sites/default/files/2024-04/METI_Country_Report_for_Jordan.pdf)

ILO. 2022. Impact des politiques de commerce et d'investissement sur l'emploi productif et décent. Rapport Pays pour le Maroc. <https://www.ilo.org/fr/publications/impact-des-politiques-de-commerce-et-d%E2%80%99investissement-sur-l%E2%80%99emploi-1>

ILO. 2022. Impact des politiques de commerce et d'investissement sur l'emploi productif et décent. Rapport Pays pour la Tunisie. <https://www.ilo.org/fr/publications/impact-des-politiques-de-commerce-et-d%E2%80%99investissement-sur-l%E2%80%99emploi-0>

ILO. 2024. The Impact of Trade and Investment Policies on Productive and Decent Work. METI Country Report for Lebanon. [unpublished].

ILO. 2024. The Impact of Trade and Investment Policies on Productive and Decent Work. METI Country Report for Occupied Palestinian Territory. [unpublished].

► Notes d'orientation

ILO. 2024. The Impact of Trade and Investment Policies on Productive and Decent Work. Policy Brief for Jordan. https://www.ilo.org/sites/default/files/2024-12/METI%20JOR%20Policy%20brief_EN.pdf

ILO. 2024. The Impact of Trade and Investment Policies on Productive and Decent Work. Policy Brief for Morocco. <https://www.ilo.org/publications/impact-trade-and-investment-policies-productive-and-decent-employment-0>

ILO. 2024. The Impact of Trade and Investment Policies on Productive and Decent Work. Policy Brief for Tunisia. <https://www.ilo.org/publications/impact-trade-and-investment-policies-productive-and-decent-employment-1>

► Études STED

Forthcoming. Skills for Trade and Economic Diversification (STED) Analysis of the Sugar, sugar confectionery and Chocolate Sectors in Egypt.

ILO. 2024. Skills for Trade and Economic Diversification (STED) Analysis of the Engineering Products and Services Sectors in Jordan. https://www.ilo.org/publications/STED_report-Jordan

ILO. 2024. Compétences pour le Commerce et la Diversification Économique (STED) de la chaîne de valeur de la branche de la bonneterie au Maroc. <https://www.ilo.org/fr/publications/competences-pour-le-commerce-et-la-diversification-economique-sted-analyse>

ILO. 2024. Compétences pour le Commerce et la Diversification Économique (STED) de la chaîne de valeur des plantes aromatiques et médicinales en Tunisie. <https://www.ilo.org/resource/report/sted-travera-tunisia-executive-summary>

► Études TRAVERA

Forthcoming. Trade and Value Chains in Employment-Rich Activities (TRAVERA) Analysis of the Sugar, sugar confectionery and Chocolate Sectors in Egypt.

ILO. 2024. Trade and Value Chains in Employment-Rich Activities (TRAVERA) Analysis of the Engineering Products and Services Sectors in Jordan. https://www.ilo.org/publications/TRAVERA_report-jordan

ILO. 2024. Etude sur le commerce et les chaînes de valeur dans les activités porteuses d'emplois (TRAVERA) : cas du secteur de la bonneterie au Maroc. <https://www.ilo.org/fr/publications/commerce-et-chaines-de-valeur-dans-les-activites-porteuses-demplois-travera-0>

ILO. 2024. Etude sur le commerce et les chaînes de valeur dans les activités porteuses d'emplois (TRAVERA) : cas de la chaîne de valeur des plantes aromatiques et médicinales en Tunisie. <https://www.ilo.org/resource/report/sted-travera-tunisia-executive-summary>

► Notes de recherche

ILO. 2024. Employment and Trade Impacts of the Wadi Al Arab Water System II Project in Jordan. Research Brief. <https://www.ilo.org/sites/default/files/2024-12/Research%20brief-METI-Jordan%202024%20EN.pdf>

Forthcoming. Employment and trade impact of the “Kafr El Sheikh Wastewater Expansion Program” in Egypt. Research Brief.

ILO. 2024. Les effets sur l'emploi et le commerce du programme solaire Noor Ouarzazate au Maroc. Note de recherche.

ILO. 2024. Les effets sur l'emploi et le commerce du « Programme d'amélioration des performances dans le réseau de la SONEDE » en Tunisie. Note de recherche.

ILO. 2024. Portfolio assessment of public infrastructure investments in the Southern Mediterranean.

► Études sur les investissements productifs

ILO. 2024. Analyzing the investment requirements to boost trade and decent employment in the engineering products and services sector in Jordan.

ILO. 2024. Approfondissement de l'analyse des besoins en investissement pour stimuler le commerce et l'emploi décent dans le secteur de la maille au Maroc

Glossaire des termes

Vous trouverez ci-dessous une section glossaire du Guide de Ressources sur les Politiques (GRP) sur « L'intégration de l'emploi dans le commerce et l'investissement » (IECI). Elle vise à définir tous les termes techniques clés employés tout au long du guide pour des raisons de clarté et de référence.

A

- **Accès aux marchés** : Aptitude des exportateurs nationaux à vendre des biens et des services sur les marchés étrangers sans obstacles excessifs tels que les droits de douane et les quotas.
- **Accords commerciaux bilatéraux** : Accords entre deux pays réduisant les obstacles au commerce tels que les droits de douane et les quotas pour renforcer la collaboration économique.
- **Accords commerciaux multilatéraux** : Pactes commerciaux comportant trois pays ou plus, et visant à réduire les obstacles au commerce et à harmoniser les règles du commerce international.
- **Accords commerciaux préférentiels (ACPr)** : Accords commerciaux offrant des réductions des droits de douane ou d'autres avantages pour promouvoir des liens commerciaux plus étroits.
- **Accords commerciaux régionaux (ACR)** : Partenariats économiques entre des pays d'une région spécifique, visant à réduire les obstacles au commerce et à renforcer l'intégration économique.
- **Accords de facilitation des échanges (AFE)** : Traités portant sur la simplification des procédures commerciales, la réduction des coûts et le renforcement de l'efficacité des transactions transfrontalières.
- **Avantage comparatif** : L'aptitude d'un pays à produire des biens ou des services à un coût d'opportunité inférieur par rapport à ses partenaires commerciaux, formant ainsi la base du commerce international.

C

- **Chaînes de valeur mondiales (CVM)** : Réseaux de production internationaux où différentes phases de production des biens et des services sont réparties entre les pays.
- **Croissance sectorielle** : Expansion et soutien ciblés d'industries spécifiques en vue de stimuler la croissance économique, l'emploi et l'innovation.

D

- **Développement des groupements** : Le regroupement stratégique d'entreprises, de fournisseurs et d'institutions interconnectées dans une zone géographique spécifique dans le but de stimuler l'innovation et la compétitivité.
- **Dispositions relatives au travail dans les accords commerciaux** : Clauses garantissant l'adhésion aux normes de travail telles que les salaires équitables, les conditions de travail sûres et les droits des travailleurs dans le cadre des accords commerciaux.
- **Droits de douane** : Taxes imposées aux marchandises importées en vue de protéger les industries nationales ou de générer des recettes gouvernementales.

E

- **Économie numérique** : Activités numériques axées sur la technologie, incluant le commerce électronique, les paiements numériques et les services en ligne.
- **Emplois verts** : Emploi contribuant à la préservation ou à la restauration de l'environnement, souvent en lien avec les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et les pratiques durables.
- **Enseignement et formation techniques et professionnels (EFTP)** : Programmes visant à doter les individus de compétences pratiques et techniques adaptées pour répondre aux exigences du marché.

F

- **Flexibilité du marché du travail** : La mesure dans laquelle les lois et les règlements de travail permettent des ajustements dans le recrutement, les salaires et les conditions de travail en réponse aux changements économiques.

I

- **Investissement direct étranger (IDE)** : Investissement effectué par une entité étrangère dans la propriété ou le contrôle d'une entreprise dans un autre pays, impliquant une influence ou un contrôle significatif.
- **Investissements brownfield** : Type d'IDE dans lequel une entreprise modifie ou met à niveau les installations existantes pour commencer les opérations sur un nouveau marché.
- **Investissements greenfield** : Projets d'IDE où une société mère met en place de nouvelles installations ou opérations à partir de zéro sur un marché étranger.

L

- **Libéralisation du commerce** : Processus consistant à éliminer ou à réduire les restrictions au commerce telles que les droits de douane ou les quotas pour encourager le commerce international.
- **Liens en amont** : Interactions économiques entre une entreprise et ses fournisseurs, favorisant la croissance des industries en amont à travers l'approvisionnement local.

- **Liens en aval** : Interactions économiques dans lesquelles les produits ou les sorties d'une entreprise sont utilisés comme intrants par d'autres entreprises, stimulant la croissance des industries en aval.

M

- **Marchés de travail inclusif** : Un marché du travail garantissant un accès équitable aux opportunités d'emploi pour tous les groupes, sans distinction de genre, d'âge, d'ethnie ou de handicap.
- **Mesures non tarifaires (MNT)** : Les règlements tels que les normes en matière de sécurité, de santé et d'environnement, qui régissent le commerce international pour protéger les consommateurs et les écosystèmes.
- **Microentreprises et petites et moyennes entreprises (MPME)** : Entreprises classées en fonction de leur petite envergure en termes de revenu, d'actifs et de main-d'œuvre, et qui sont essentielles à la création d'emplois et à l'innovation.
- **Mise à niveau** : Amélioration des processus de production, des produits ou de la participation aux chaînes de valeur dans le but de renforcer la compétitivité sur les marchés mondiaux.

O

- **Obstacles non tarifaires (ONT)** : Restrictions commerciales autres que les droits de douane, incluant les quotas, les exigences relatives aux licences et les normes susceptibles d'entraver les flux commerciaux.

P

- **Partenariats public-privé (PPP)** : Arrangements collaboratifs entre les gouvernements et les entités du secteur privé en vue de financer, développer et exploiter des projets tels que les infrastructures et les services.
- **Politiques actives du marché du travail (PAMT)** : Mesures visant à réduire le chômage et améliorer l'adaptabilité de la main-d'œuvre, dont notamment l'assistance à la recherche d'emploi, les programmes de formation, les subventions salariales et les incitations à l'entrepreneuriat.
- **Politiques industrielles** : Mesures gouvernementales visant à booster la croissance et la capacité de secteurs spécifiques pour réaliser les objectifs économiques comme la création d'emplois.
- **Programmes de création d'emplois** : Initiatives visant à générer des opportunités d'emploi, par le biais de travaux publics, d'incitations fiscales et du développement sectoriel.

R

- **Reconversion professionnelle** : Former les travailleurs à de nouvelles compétences afin d'assurer leur transition vers des rôles ou des secteurs différents à mesure que les industries évoluent.

S

- **Subventions à l'exportation** : Soutien financier gouvernemental accordé aux producteurs nationaux pour vendre leurs biens à l'étranger, améliorant ainsi leur compétitivité sur les marchés internationaux.
- **Subventions agricoles** : Aide financière fournie par les gouvernements aux agriculteurs et aux entreprises agricoles en vue de stabiliser les prix alimentaires, d'assurer un approvisionnement alimentaire fiable et de soutenir l'emploi en milieu rural.

T

- **Travail décent** : Emploi garantissant un revenu équitable, la sécurité de l'emploi, les protections sociales, l'égalité et des opportunités de croissance.

Z

- **Zone franche d'exportation (ZFE)** : Zone à l'intérieur d'un même pays, où les marchandises peuvent être importées, fabriquées ou réexportées, sans encourir de droits de douane.
- **Zones économiques spéciales (ZES)** : Zones désignées offrant des incitations fiscales, des réglementations et procédures simplifiées ainsi qu'une infrastructure adaptée afin d'attirer les investissements et de dynamiser l'activité industrielle.

Liste de ressources essentielles

Cette section compile les ressources référencées dans le **Guide de Ressources sur les Politiques (GRP) sur « L'intégration de l'emploi dans le commerce et l'investissement » (IECI)**. Ces ressources offrent davantage d'enseignements, de données et d'outils pour appuyer l'intégration de l'emploi dans les stratégies de commerce et d'investissement. Elles incluent des initiatives régionales, des principes directeurs internationaux et des programmes spécifiques aux pays, qui sont d'une importance centrale pour les thèmes abordés dans le guide.

Publications de METI

Veuillez consulter la bibliographie.

Organisations et programmes internationaux

- **Programme EuroMed du Centre du Commerce International (ITC)**
Concentré sur la stimulation du commerce et de l'intégration économique dans la région méditerranéenne, le Programme ITC EuroMed soutient les PME et promeut la coopération régionale.
Site Web : [ITC EuroMed](#)
- **Programme de l'OCDE sur l'investissement en Méditerranée**
Visant à favoriser l'investissement durable et les réformes économiques dans les pays méditerranéens, ce programme offre des orientations en matière de politiques ainsi que des outils d'analyse.
Site Web : [Programme de l'OCDE en Méditerranée](#)
- **Les accords de facilitation des échanges (AFE) de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)**
Ressources sur les accords de l'OMC ayant pour but de simplifier et harmoniser les procédures douanières et réduire les coûts du commerce à l'échelle mondiale.
Site Web : [Facilitation du commerce par l'OMC](#)

Initiatives régionales

- **Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)**
L'accord commercial phare de l'Afrique, visant à favoriser le commerce intra-africain, réduire les obstacles et créer des emplois sur tout le continent.
Site Web : [ZLECAf](#)
- **Projets de développement économique de l'Union pour la Méditerranée (UpM)**
Une plateforme de coopération régionale soutenant les initiatives dans les domaines du commerce, de l'investissement et de la création d'emplois dans les pays méditerranéens.
Site Web : [L'Union pour la Méditerranée](#)
- **Accords d'association entre l'Union Européenne et les pays méditerranéen**
Des cadres pour favoriser l'intégration économique et la libéralisation du commerce entre l'UE et les pays méditerranéens partenaires.
Site Web : [Politique européenne de voisinage](#)

Ressources spécifiques au pays

► **Euromed Trade Helpdesk**

Le Euromed Trade Helpdesk fournit des informations commerciales pour 10 pays du sud et de l'est de la Méditerranée (Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Palestine, Tunisie et Türkiye) ainsi que pour les 27 États membres de l'Union européenne.

Site Web : [Euromed Trade Helpdesk](#)

► **Plan d'accélération industrielle du Maroc (PAI)**

Un cadre de politique industrielle visant à booster la compétitivité industrielle et créer des emplois au Maroc.

Site Web : [Plan d'accélération industrielle du Maroc](#)

► **Vision de l'Égypte 2030**

Stratégie de développement durable à long terme de l'Égypte, incorporant les réformes de commerce et d'industrie pour stimuler l'emploi.

Site Web : [Vision de l'Égypte 2030](#)

► **Stratégie Nationale pour l'emploi en Jordanie**

Des initiatives ciblant le développement des compétences et le renforcement de l'emploi dans les secteurs clés, en alignement avec les opportunités de commerce et d'industrie.

Site Web : [Ministère du Travail de la Jordanie](#)

► **Vision de modernisation économique de la Jordanie**

Cette vision vise à intégrer plus d'un million de jeunes femmes et hommes sur le marché du travail, notamment en simplifiant les réglementations douanières, fiscales et d'expédition pour le commerce.

Site Web : [Jordan Vision](#)

Données et outils d'analyse

► **Banque Mondiale : Rapports sur la facilité de faire des affaires**

Des enseignements spécifiques aux pays sur la réglementation des affaires et les réformes en vue de la facilitation de l'investissement et de la croissance économique.

Site Web : [Facilité de faire des affaires](#)

► **Rapports sur l'investissement dans le monde de la CNUCED**

Analyse des tendances d'investissement mondiales et régionales, avec des chapitres spécifiques sur les régions en développement.

Site Web : [Rapports sur l'investissement de la CNUCED](#)

► **ILOSTAT – Base de données de l'Organisation Internationale du Travail**

Un dépôt complet des statistiques du travail et des tendances de l'emploi.

Site Web : [ILOSTAT](#)

► **Carte du potentiel d'exportation de l'ITC**

Outil interactif et gratuit conçu pour aider les pays à identifier les produits, marchés et fournisseurs présentant un potentiel d'exportation inexploité.

Site Web : [Export Potential Map](#)

Renforcement des capacités et assistance technique

► **Projets de promotion de l'emploi de la GIZ**

Des projets allemands de coopération au développement qui soutiennent la génération d'emploi et le développement économique durable dans les pays partenaires.

Site Web : [Promotion de l'emploi par la GIZ](#)

► **Pôle mondial d'expertise en Commerce et compétitivité de la Banque Mondiale**

Ressources et boîtes à outils pour l'intégration des politiques de commerce, d'investissement et d'emploi.

Site Web : [C&C de la Banque Mondiale](#)

► **Académie du commerce pour les PME de l'ITC**

Des cours et des outils en ligne pour renforcer les capacités des PME en matière de commerce mondial, incluant des modules spécifiques à la région de la Méditerranée.

Site Web : [ITC SME Trade Academy](#)



ilo.org

International Labour Organization
Route des Morillons 4
1211 Geneva 22
Switzerland